



Formation et enseignement professionnels

**83 % des demandeurs
d'emploi trouvent du travail**

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki a fait savoir que 83% des demandeurs d'emploi, inscrits à l'Agence nationale de l'emploi (Anem), trouvent du travail en moins de six mois. Les 10% de ceux qui restent sont insérés en moins d'une année.

Page 2

Selon le porte-parole de l'armée libyenne

Daech cherche à se déplacer vers le Nord

Page 2

Il présentera le Plan d'action du gouvernement dans 10 jours

Ouyahia défend les projets de montage de véhicules

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui a conduit hier l'Exécutif au Parlement pour l'ouverture de la session 2017-2018, a levé le voile sur une partie de son plan d'action qu'il aura à présenter dans 10 jours en défendant les projets de montage de véhicules en Algérie.

Page 3



Une association lance un appel aux visiteurs du parc de Gouraya

Le singe magot menacé de disparition à Béjaïa

Page 6



Ouyahia et le nouveau modèle de croissance

Quelle maturité pour le nouvel ordre économique ?

tout nouveau premier responsable de l'Exécutif, il semble que les grands traits du programme gouvernemental et les problématiques à prendre en charge soient, à quelques détails près, bien identifiés. C'est que la nature de la crise qui grève les finances publiques, et, au-delà, l'ensemble de l'économie nationale, est, en réalité, connue de tous : responsables politiques, gestionnaires de l'économie nationale, universitaires, experts nationaux et institutions financières internationales.

Le résumé du nouveau modèle économique du gouvernement, adopté en 2016 sous le règne de Abdelmalek Sellal et mis en ligne (21 pages) depuis quelques mois, est explicite à ce sujet. Il y est souligné que «les véritables sources de la vulnérabilité budgétaire sont liées à la nature du modèle de fonctionnement de l'économie largement dépendant des hydrocarbures (32%

de la production brute de l'économie et prépondérance des exportations des hydrocarbures) et de la dépense budgétaire (60% des revenus budgétaires de l'Etat). L'Etat est également le principal investisseur (49% du total de l'accumulation brute de fonds fixes) et l'employeur en dernier ressort (25% du total de l'emploi formel)». Le document explique que la chute brutale du prix des hydrocarbures a révélé la «grande vulnérabilité» des finances publiques. Il relèvera que, malgré la dépréciation du dinar, la fiscalité pétrolière a chuté de -7.9% en 2014 et de -32.9% en 2015. Le résultat ne s'est pas fait attendre : «cette baisse des revenus budgétaires a entraîné l'un des plus importants déficits budgétaires que le pays ait connus depuis au moins 15 ans, ainsi qu'une contraction importante de l'encours du fonds de régulation des recettes».

Page 4

Centrales solaires

L'Algérie passe à la vitesse supérieure



L'Etat veut passer à une nouvelle étape dans ses projets de centrales solaires et toutes les conditions sont réunies, en attendant des investissements massifs sur toute la chaîne de production.

Page 5



Par Saâd Taferka

Avant de présenter l'avant-projet de la loi de finances 2018 pour être débattu et examiné par l'Assemblée populaire nationale, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, aura à présenter son plan d'action devant cette même instance législative, comme l'a fait son prédécesseur en juin dernier. Bien que l'exercice relève d'un passage obligé pour



Formation et enseignement professionnels

83% des demandeurs d'emploi trouvent du travail

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki a fait savoir que 83% des demandeurs d'emploi, inscrits à l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), trouvent du travail en moins de 6 mois. Les 10% de ceux qui restent sont insérés en moins d'une année.



Par Karima Nacer

Il semble que l'Agence nationale de l'emploi (Anem) ne trouve désormais plus de problème pour l'insertion des jeunes dans le monde de travail.

Selon un bilan du 4^e trimestre de 2016, cité par Mohamed Mebarki, tous les demandeurs d'emploi inscrits à cette agence trouvent un emploi. C'est juste une question d'une période ne dépassant pas une année. A ses dires, plus de la moitié des jeunes diplômés de ce secteur (83%), trouvent un travail dans une période ne dépassant pas les six mois d'attente. Le reste des diplômés, trouvent un job au moins d'une année.

Le ministre a, par ailleurs, fait état de l'élaboration avant la fin de l'année 2017, d'un répertoire de

filiales propres à l'enseignement des IEP fonctionnels, certaines filières techniques qui étaient dispensées dans les ex-technicums.

Il s'agit de filières dans des secteurs tels que les Btph, l'agriculture et les énergies renouvelables. Une nouvelle architecture des diplômes du cursus de l'enseignement professionnel, prévoyant deux nouveaux diplômés, avait été mis en place cette année pour améliorer l'attractivité de ce cursus boudé par les jeunes, a-t-il précisé.

Par ailleurs, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a mis en avant l'importance du partenariat entre son secteur et les opérateurs économiques en vue de faciliter l'insertion des jeunes diplômés dans le monde du travail.

Le secteur mise sur le renforce-

ment du partenariat avec l'entreprise, car «il permet d'augmenter les offres de formation par apprentissage et facilite l'insertion des jeunes diplômés dans le monde du travail», a précisé M. Mebarki dans un entretien accordé à l'APS à la veille de la rentrée de la formation professionnelle, prévue le 24 septembre.

Le partenariat avec l'entreprise est un «objectif majeur» pour le système de formation professionnelle car, explique-t-il, il répond mieux aux besoins de l'entreprise économique et facilite l'employabilité des jeunes formés.

Sur ce point, le ministre a insisté sur la nécessité de continuer à accorder à ce mode de formation une attention particulière.

Pour Mebarki, en cette période de rationalisation des dépenses de

l'Etat, c'est le mode de formation le moins coûteux.

A la rentrée de février 2017, la formation par apprentissage avait enregistré 58,60% du nombre total des inscrits à une formation diplômante, l'objectif étant d'au moins 60% des inscrits pour 2018-2019, a rappelé le ministre de la Formation professionnelle.

Le partenariat avec le secteur économique est un principe fondamental de la politique nationale de formation en ce qu'il est un vecteur de l'amélioration de la qualité de la formation, a soutenu le ministre, soulignant l'importance de la mise en place de centres d'excellence dans certaines filières stratégiques comme la mécanique, l'utilisation de l'énergie solaire et l'électronique.

K.N.

Selon le porte-parole de l'armée libyenne

Daech cherche à se déplacer vers le Nord

Le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) tente de se déplacer du sud de la Libye vers les régions côtières du nord, a indiqué dimanche le porte-parole de l'armée libyenne de l'est du pays, Ahmad Mismari. «Le groupe terroriste EI cherche de temps à autre à se déplacer par petits groupes du désert vers les régions côtières», a écrit le porte-parole sur Facebook.

«L'EI a enlevé des civils de la région. Nos patrouilles suivent leurs mouvements», a-t-il ajouté.

M. Mismari a révélé que ce mouvement intervenait à un moment où les Brigades de défense de Benghazi et l'armée du gouvernement soutenu par l'ONU se mobilisent et sont stationnées à 20km de la ville de Syrte.

L'armée libyenne combat depuis plus de trois ans les partisans de l'EI dans l'est de la Libye dans le cadre d'une opération militaire baptisée «Dignité». Les forces alliées au gouvernement d'union nationale soutenues par l'ONU ont vaincu et chassé l'EI de leur ancien bastion de Syrte, à quelque 450 km à l'est de la capitale Tripoli, suite à une offensive de sept mois appuyée par l'armée de l'air américaine. H. L.

Algérie-Italie

Actualisation prochaine de l'accord sécuritaire

Par Massi S.

Algérie et l'Italie ont décidé d'actualiser, en octobre prochain à Rome, l'accord qu'ils ont signé en 2009 portant, notamment sur le domaine sécuritaire, a indiqué, lundi à Alger, le ministre italien de l'Intérieur, Marco Minniti.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de son entretien avec le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, M. Minniti a souligné avoir abordé avec son homologue algérien le volet portant sur «la lutte contre le terrorisme et la sécurité en générale».

«Nous avons décidé d'améliorer l'accord de 2009, en créant un nouvel accord actualisé, étant donné que beaucoup de choses ont changé ces dernières années dans le monde», a-t-il affirmé, précisant qu'une décision a été prise pour la création de deux groupes de travail mixtes qui devront «se pencher sur leur mission afin que nous puissions signer, fin octobre prochain à

Rome, cet accord».

Tout en saluant le rôle «crucial» de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme, le ministre italien de l'Intérieur a rappelé les «fortes relations» qui existent entre les deux pays, notamment dans le domaine sécuritaire.

«Nous avons déjà des relations excellentes et nous les avons renforcées aujourd'hui, étant donné que la coopération entre nos deux pays est tout à fait cruciale dans ce domaine», a-t-il souligné, rappelant que l'Algérie «est un pays avec lequel l'Italie entretient des relations très anciennes».

Aussi, le ministre italien de l'Intérieur, Marco Minniti, a indiqué que l'Algérie représentait pour l'Italie un «pays-clé» dans la région, saluant la «collaboration étroite» que lie les deux pays dans beaucoup de domaines.

«L'Algérie représente pour l'Italie un pays clé dans la région avec lequel nous collaborons étroitement dans beaucoup de domaines comme la stabilisation de la Libye à travers le dialogue et le consensus,

la sécurité dans le Sahel, la lutte contre les organisations terroristes transnationales et l'approche structurelle pour le développement de l'Afrique subsaharienne», a déclaré le ministre italien dans un entretien au quotidien *El Watan* publié hier à l'occasion de sa visite officielle en Algérie.

Il a ajouté que l'Algérie et l'Italie partageaient toutes les deux la «nécessité d'affronter les causes profondes du phénomène des migrations avec une approche respectueuse des droits de l'homme fondamentaux, mais très claire sur la dimension politique qui ne peut faire abstraction d'une forte co-résponsabilisation internationale».

A une question sur la gestion du phénomène de l'immigration clandestine, le ministre italien a indiqué que l'Algérie «représente pour nous une référence particulièrement importante de par sa capacité de contrôle de frontière, mais aussi pour avoir su accueillir un nombre important de réfugiés», ajoutant que l'Algérie était également «touchée par les activités de

la criminalité transnationale qui exploite les itinéraires migratoires de l'Afrique subsaharienne».

«Aux défis internationaux, on répond par une approche intégrée et nous savons que l'Algérie est un interlocuteur solide, conscient et visionnaire», a-t-il souligné.

Concernant la coopération entre les deux pays en matière de lutte contre le terrorisme, M. Minniti l'a qualifié d'«excellente», précisant que l'expérience algérienne dans ce domaine était «précieuse».

«Il s'agit d'une approche multidimensionnelle qui prend en compte différents aspects, pas seulement de la lutte, mais aussi la prévention à travers une stratégie organique visant l'affaiblissement de la menace relative, en particulier au radicalisme religieux», a-t-il poursuivi.

Le ministre italien, qui a relevé que le terrorisme était devenu «mondial» et «transnational», a estimé que la collaboration en matière de lutte contre ce fléau, «doit s'intensifier».

«Dans ce sens, nous pensons

qu'il est primordial de renforcer les canaux de collaboration déjà actifs entre nos pays, en les adaptant toujours plus à la nouvelle fonction que le phénomène est en train de prendre, toujours plus en relation avec le Web», a-t-il souligné.

Par ailleurs et concernant la communauté algérienne établie en Italie, M. Minniti a fait savoir qu'environ 30 000 citoyens algériens résident légalement en Italie, précisant, que pour ceux en situation irrégulière, «nous travaillons avec les autorités algériennes pour améliorer notre collaboration dans ces cas».

A propos de la crise libyenne, M. Minniti a mis en exergue l'importance de la stabilisation de la Libye «pour un nombre de raisons objectives», citant notamment celles d'assurer un avenir de paix et de prospérité au peuple libyen et la sécurité de l'Algérie et de l'Italie en évitant que les organisations terroristes et criminelles «trouvent un terrain fertile en Libye» pour déstabiliser la région.

M.S.

ÉVÈNEMENT

Il présentera le Plan d'action du gouvernement dans 10 jours

Ouyahia défend les projets de montage de véhicules

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui a conduit hier l'Exécutif au Parlement pour l'ouverture de la session 2017-2018, a levé le voile sur une partie de son plan d'action qu'il aura à présenter dans 10 jours en défendant les projets de montage de véhicules en Algérie.



Par S. A. Mohamed

En marge de la plénière au Conseil de la nation, Ahmed Ouyahia n'a pas hésité à citer l'exemple de grands pays industriels et leaders dans le domaine, comme le Japon et la Corée du Sud, qui ont, a-t-il dit «débuté avec le boulon et le tournevis». «Pourquoi sommes-nous aujourd'hui pressés en Algérie d'atteindre ce niveau ?», s'est interrogé le Premier ministre avant d'écarter l'idée de la révision du cahier des charges. Ahmed Ouyahia a également nié l'intention du gouvernement d'annuler le système des quotas d'importation, affirmant que le décret élaboré par l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal «reste en vigueur». Il a révélé qu'un décret exécutif sur la politique de la mon-

naie et du crédit est en préparation, afin de permettre la création de nouvelles sources internes de financement non conventionnel pour alimenter le Trésor public. Les détails du Plan d'action du gouvernement, ne seront connus que dans 10 jours lorsque le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, le présentera devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), c'est Ouyahia lui-même qui en a fait l'annonce hier en marge de l'ouverture de la session parlementaire de l'APN. Avant sa présentation devant la chambre basse du Parlement, le Plan d'action du gouvernement doit être examiné et adopté par le Conseil des ministres qui se réunira demain sous la présidence du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. La présentation du Plan d'action du gouvernement intervient dans une

conjoncture marquée, notamment par l'appel du Président de la République, à l'occasion de la célébration de la Journée du moudjahid, à «la mobilisation, la solidarité, la cohésion et le dialogue continu entre le gouvernement et ses partenaires sociaux et économiques pour faire face à la crise financière induite par la chute des prix du pétrole depuis plus de trois ans». Lors de la passation de pouvoirs avec son prédécesseur Abdelmadjid Tebboune, M. Ouyahia, avait affirmé qu'il allait poursuivre la mise en œuvre du programme du Président Bouteflika lancé en 2014. Le 24 août dernier, le Premier ministre avait également présidé une réunion de concertation avec l'Ugta et les organisations patronales en préparation de la prochaine tripartite, lors de laquelle il avait notamment affirmé que la

tâche du gouvernement consistait «à appliquer les lois, y compris dans le secteur économique, mais dans la sérénité», assurant que l'Exécutif n'allait «ménager aucun effort pour améliorer le cadre de l'investissement et cultiver des relations sereines avec les entreprises». Il avait également assuré que la politique sociale de l'Etat allait être maintenue par le gouvernement et que toutes les entreprises établies en Algérie «bénéficieront de facilitations et de soutien sans aucune discrimination». M. Ouyahia, qui avait tenu à saluer l'ensemble des entreprises du pays, qu'elles soient publiques, privées ou mixtes issues de partenariats, avait souligné que toutes les entreprises établies en Algérie «sont les leviers du développement du pays».

S.A.M.

Elections locales Appel à une participation massive

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Bouhedja, a appelé à Alger à une «participation massive» aux prochaines élections locales, prévues le 23 novembre, afin «de renforcer la stabilité du pays, faire avancer la démocratie et réaliser les aspirations des citoyens».

«Considérant l'intérêt majeur que revêtent ces élections, il nous appartient à tous de participer pleinement à cet événement afin de sensibiliser les citoyennes et les citoyens de l'importance de la participation massive à ce voteé, a-t-il plaidé lors de l'ouverture de la session parlementaire ordinaire. Cela contribuera à renforcer «la stabilité du pays, mais également à faire avancer la démocratie et à réaliser les aspirations des citoyens pour un développement durable», a-t-il poursuivi.

Par la même, ce rendez-vous sera une occasion que les «pour donner une leçon à tous ceux qui oeuvrent publiquement ou à l'ombre contre le pays, en semant le doute et la suspicion quant aux orientations de l'Algérie, son avenir et la légitimité de ses institutions», a soutenu M. Bouhedja.

«Je lance un appel à tous les citoyens pour qu'ils s'alignent en rempart au service de l'Algérie, de sauvegarder sa sécurité et ses acquis et de mettre en échec les desseins de ceux qui veulent la déstabiliser», a-t-il poursuivi.

H. L.

Bouhedja dénonce certaines voix qui tentent «de semer le doute»

Par Massi S.

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Bouhedja, a dénoncé hier à Alger «certaines voix, portant de faux jugements» qui tentent «de semer le doute sur les institutions de l'Etat et sur sa crédibilité».

«Certaines voix qui portent de faux jugements et qui dépassent l'éthique politique et tentent, par désespoir, de semer le doute sur les institutions de l'Etat et sa crédibilité ignorent sciemment et pour des raisons obscures la logique constitutionnelle, car leur objectif apparent n'est rien d'autre que d'affaiblir les institutions constitutionnelles de l'Etat et de faire reculer le pays avec tous les risques que comporte cette aventure dans l'inconnu», a-t-il déclaré lors de son discours à l'ouverture de la session parlementaire ordi-

naire.

Estimant que révéler les aspects négatifs, de dénoncer les déviations et d'exprimer librement ses points de vue représentaient des phénomènes salutaires qui reflètent l'intérêt que portent les citoyens, la classe politique ainsi que les médias à l'égard des affaires publiques, il a cependant mis en garde contre «les tableaux noirs dressés par certains pour semer le désespoir».

«La critique et l'évaluation sont complètement différentes des tableaux noirs dressés par certains et du désespoir qu'ils veulent semer en tentant de porter préjudice aux institutions de l'Etat et à ses symboles et de là, porter atteinte à sa légitimité», a-t-il prévenu.

Il a soutenu que «la rentrée sociale et le retour à l'activité dans les différents secteurs se feront

bel et bien dans le calme».

«Tous les indices indiquent que le retour sera calme, réussi et bénéfique dans toutes les circonscriptions et les institutions publiques et privées, un retour marqué par l'activité, la vitalité et le sérieux», a-t-il rassuré.

La rentrée sociale sera ainsi «compatible avec les ambitions des citoyens à promouvoir l'économie nationale et à poursuivre le processus de développement, à faire face aux obstacles et aux entraves et à renforcer l'orientation vers les alternatives disponibles des sources de richesse», a-t-il poursuivi.

De ce fait, l'Algérie poursuivra, avec constance et sérénité, son processus de réformes et de développement «initié par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui incarne l'unité de la nation et veille à l'ap-

plication de son programme ambitieux afin de concrétiser les aspirations du peuple algérien en matière de sécurité, de stabilité, de Développement et de prospérité».

Le Président de la République «a été plébiscité par le peuple algérien à l'issue d'un suffrage transparent et démocratique, il est le garant de la Constitution et de la sécurité et le fondement de la stabilité», a tenu à rappeler M. Bouhedja.

Aussi, il a salué la bravoure des deux policiers assassinés dans l'attaque kamikaze contre la Sûreté de la wilaya de Tiaret, en assurant que les «résidus du terrorisme essuieront un échec cuisant» face à la lutte implacable de l'armée nationale et des services de sécurité.

«Si les résidus de groupuscules criminels terroristes s'imagi-

nent qu'il leur est encore possible d'atteindre notre peuple et notre patrie, ils font fausse route, car leur entreprise essuiera un échec cuisant face à la lutte implacable que leur mènent vaillamment notre armée et nos valeureux services de sécurité», a-t-il affirmé, en rappelant que le peuple algérien avait «tendu la main» à travers la concorde et la réconciliation.

Les criminels qui ont perpétré cet acte «odieux ne se réjouiront pas de leur méfait commis au moment où nous célébrons la fête de l'Aïd, un crime qui a coûté la vie à deux agents de l'ordre public alors qu'ils accomplissaient leur devoir national sacré, faisant preuve d'une rare bravoure, en défendant le siège de la Sûreté de la wilaya de Tiaret et tombant en martyrs», a-t-il dit.

M.S.

Ouyahia et le nouveau modèle de croissance

Quelle maturité pour le nouvel ordre économique ?

Avant de présenter l'avant-projet de la loi de finances 2018 pour être débattu et examiné par l'Assemblée populaire nationale, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, aura à présenter son plan d'action devant cette même instance législative, comme l'a fait son prédécesseur en juin dernier.



Par Saâd Taferka

Bien que l'exercice relève d'un passage obligé pour tout nouveau premier responsable de l'Exécutif, il semble que les grands traits du programme gouvernemental et les problématiques à prendre en charge soient, à quelques détails près, bien identifiés. C'est que la nature de la crise qui grève les finances publiques, et, au-delà, l'ensemble de l'économie nationale, est, en réalité, connue de tous : responsables politiques, gestionnaires de l'économie nationale, universitaires, experts nationaux et institutions financières internationales.

Le résumé du nouveau modèle économique du gouvernement, adopté en 2016 sous le règne de Abdelmalek Sellal et mis en ligne (21 pages) depuis quelques mois, est explicite à ce sujet. Il y est souligné que «les véritables sources de la vulnérabilité budgétaire sont liées à la nature du modèle de fonctionnement de l'économie largement dépendant des hydrocarbures (32% de la production brute de l'économie et prépondérance des exportations des hydrocarbures) et de la dépense budgétaire (60% des revenus budgétaires de l'Etat). L'Etat est également le principal investisseur (49% du total de l'accumulation brute de fonds fixes) et l'employeur en dernier ressort (25% du total de l'emploi formel)». Le document explique que la chute brutale du prix des hydrocarbures a révélé la «grande vulnérabilité» des finances publiques. Il relèvera que, malgré la dépréciation du dinar, la fiscalité pétrolière a chuté de -7.9% en 2014 et de -32.9% en 2015. Le résultat ne s'est pas fait attendre : «cette baisse des revenus budgétaires a entraîné l'un des plus importants déficits budgétaires

que le pays ait connus depuis au moins 15 ans, ainsi qu'une contraction importante de l'encours du fonds de régulation des recettes». On en vient, par la suite, à solliciter un soutien à la politique budgétaire, via des ajustements à même de «conférer plus de rigueur aux dépenses publiques» et de générer, en outre, plus de rendement fiscal. Ces ajustements devraient se faire, d'après le nouveau modèle de croissance, en veillant à consolider les principes de justice sociale et de solidarité nationale. L'on se souvient, en outre, qu'en mars dernier, il y a eu la réunion du Forum de l'industrie algérienne, ayant regroupé plusieurs experts nationaux (Chems Eddine Chitour, Alexandre Kateb, Rafik Bouklia-Hacen, Abderrahmane Mebtoul), qui avait débattu des perspectives de l'économie nationale en vue d'élaborer un «plan d'action» durable qui puisse accompagner la nouvelle politique économique du pays vers ses objectifs de croissance. Le Forum aboutit à la création l'installation d'un Conseil scientifique regroupant des économistes algériens et qui s'est donné pour mission d'«analyser et d'émettre des propositions concrètes aux institutions de l'Etat et aux opérateurs privés dans la perspective d'accompagner la nouvelle démarche de développement économique en Algérie».

L'assainissement du climat des affaires tarde à se réaliser

Le plan d'action auquel a abouti le Forum est destiné à accompagner la mise en œuvre du nouveau modèle économique. D'après ses promoteurs, il devra porter sur «des démarches pratiques à même d'assurer le passa-

ge d'une industrie importatrice vers une industrie exportatrice, le développement des partenariats public-privé, la promotion des compétences industrielles, ainsi que l'augmentation de l'attractivité du pays pour les capitaux étrangers». On aura remarqué que, même après l'adoption du nouveau Code de l'investissement en juillet 2016, le débat sur le climat des affaires ne s'est pas tari. C'est ce qui ressort, par exemple des observations d'un expert de ce groupe, en l'occurrence Alexandre Kateb, qui juge qu'une refonte de la réglementation, de manière à rendre plus souple l'investissement et encourager l'émergence de champions nationaux, est nécessaire. Dans le même sillage, le professeur Mebtoul fera savoir que la bonne gouvernance et l'économie de la connaissance «sont les deux mots-clés pour réussir un tel défi». Le rôle de la formation dans la grande entreprise de la diversification économique, est souligné, à l'occasion de ce Forum par le professeur polytechnicien Chamseddine Chitour qui estime que l'augmentation de la population étudiante - plus d'un million et demi, contre seulement 500 étudiants à l'Indépendance - n'est pas nécessairement synonyme d'une amélioration de la qualité de l'enseignement, en ajoutant : «Il faut comprendre que l'énergie n'est plus prépondérante dans l'économie mondiale; c'est, en revanche, l'économie du savoir qui a pris la relève». Dans ce contexte, il appellera à réhabiliter l'enseignement des sciences exactes, et notamment les mathématiques, et à encourager et valoriser l'enseignement, notamment sur le plan socioprofessionnel.

Le plan d'action qu'aura à présenter Ahmed Ouyahia dans

quelques semaines devant les députés de l'APN et les membres du Conseil de la nation, s'appuiera sans aucun doute sur les grands traits tracés par le nouveau modèle de croissance et sur les observations du Forum de l'industrie algérienne, tout en s'appuyant sur les démarches et décisions prises par l'ancien Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune. Comme on l'a constaté au cours de ces 10 derniers jours, Ouyahia a abrogé deux décisions de Tebboune - la création d'une Inspection générale rattachée au Premier ministre et les modalités d'application des régimes des licences d'importation - qui paraissent, à ses yeux, ne pas correspondre à la complexité de la conjoncture économique algérienne et à ses priorités.

Les «pistes» tracées dans le document portant sur le nouveau modèle économique semblent être, dans leur globalité, s'inscrire dans l'objectif général du gouvernement Ouyahia, pour peu que la volonté politique bien affirmée par tous les acteurs trouve son prolongement sur le terrain, particulièrement dans le climat des affaires et de l'amélioration de l'environnement des entreprises. Le nouveau modèle économique fixe, entre autres, les objectifs suivants : Une trajectoire soutenue de croissance du PIB hors hydrocarbures, de 6.5% par an sur la période 2020-2030; une élévation sensible du revenu du PIB par habitant qui devrait être multiplié par 2,3 fois; un doublement de la part de l'industrie manufacturière, en termes de valeur ajoutée (de 5.3% en 2015 à 10% du PIB à l'horizon 2030); une modernisation du secteur agricole permettant d'atteindre l'objectif de sécurité alimentaire et de réaliser son potentiel de diversification des exportations; une transition énergétique

permettant notamment de diviser par deux le taux de croissance annuel de la consommation interne d'énergie (de +6% par an en 2015 à +3% par an à l'horizon 2030), en donnant un juste prix à l'énergie (consommer moins et mieux), et en n'extrayant du sous-sol que ce qui est strictement nécessaire au développement; une diversification des exportations permettant de soutenir le financement de la croissance économique accélérée.

Dépasser les solutions partielles

La volonté du gouvernement de dépasser les facteurs de blocage et de s'ouvrir vers une nouvelle économie, le rapprochement avec les partenaires sociaux et, enfin le document «fétiche» de nouveau modèle de croissance, ces trois éléments pourront-ils hâter la naissance d'un nouvel environnement pour les investissements, à même de se diversifier et d'exploiter toutes les ressources et potentialités du pays de façon à atténuer la crise des recettes extérieures et à la clef, de la dépasser ? Il faut dire que l'Algérie a perdu du temps, au moins depuis que la crise des prix du pétrole s'est invitée à notre actualité quotidienne depuis juillet 2014. Sans doute que certains voyaient dans cette dépression des prix un phénomène aigu de courte durée, comme en 2008/2009. Elle est bien symptomatique cette révélation de Sellal, faite deux ans et demi après le début de la crise: «Je passe des nuits blanches à suivre sur la chaîne TV Bloomberg le graphe du pétrole, au moment où vous (population) suivez les films sur les autres chaînes». C'est que l'addiction au pétrole est si forte, ayant agi pendant plusieurs décennies, que des gouvernants se sentent désarmés d'imaginer une vie sans pétrole ou avec des recettes moindres. C'est que, malgré les déclarations officielles portant sur la nécessité d'aller vers une autre économie, délestée de la dépendance par rapport aux hydrocarbures, les gestionnaires de l'économie nationale avaient nourri toujours le secret espoir de voir rebondir le prix du baril pour, sans doute, s'exonérer des choix douloureux, sans doute impopulaires, qu'ils seraient appelés à prendre. Pendant trois ans, les solutions alternatives tardent à surgir et être à mise en œuvre. Une forme de navigation à vue a caractérisé la recherche des solutions partielles et aléatoires mise en œuvre en 2015 et 2016. En effet, ni la mise en conformité fiscale volontaire (bancairisation de l'argent liquide du secteur informel), ni l'emprunt obligataire, destiné, pendant six mois, à lever des fonds auprès des porteurs de grosses fortunes, n'ont pu apporter la réponse attendue à la crise structurelle que vit l'économie algérienne. Ces deux actions ne pourront jamais se substituer à une politique générale ouverte sur l'investissement productif diversifié, tendu vers l'objectif d'exportation.

S. T.

Centrales solaires

L'Algérie passe à la vitesse supérieure

L'Etat veut passer à une nouvelle étape dans ses projets de centrales solaires et toutes les conditions sont réunies, en attendant des investissements massifs sur toute la chaîne de production.



Par Amine Bensafi

La stratégie nationale pour trouver d'alternatives au pétrole et au gaz, actualisée l'an dernier, entend faire passer la capacité de production électrique à partir des énergies renouvelables à 22 000 MW d'ici 2030, soit 27% du bouquet énergétique, contre une contribution actuellement de l'ordre de 2%. L'énergie solaire photovoltaïque se taillera la part du lion, représentant 61,7% des projets commandés, suivie de l'énergie éolienne (22,7%), du solaire thermique (9%), de la biomasse (4,5%), de la cogénération (1,8%) et de la géothermie (0,07%). Dans cette veine, la construction d'une centrale solaire d'une capacité de production de 4 GW, annoncée par le gouvernement en mars, constitue l'un des principaux projets prévus dans le cadre du programme de développement des énergies renouvelables. Une fois achevé, «le projet représentera près d'un tiers de la puissance ajoutée par les projets réalisés dans le cadre du programme», constate un récent rapport du cabinet Oxford business group. L'appel d'offres sera scindé en trois lots de 1,3 GW qui seront attribués à trois candidats différents et donneront lieu à la conclusion de

contrats d'achats d'électricité valables pour une durée d'au moins 20 ans. Les centrales solaires photovoltaïques, dont la capacité installée atteindra au minimum 100 MW pour chacune d'entre elles, seront installées sur différents sites dans la région des Hauts-Plateaux et au sud du pays.

Il faut rappeler qu'en mai, le ministre de l'Énergie alors en fonction, Nourredine Boutarfa, avait annoncé que le prix de référence prévu pour l'appel d'offres ne devrait pas dépasser les 4 dinars (0,03 euro) par kWh - soit environ un cinquième du prix de l'électricité produite par la centrale solaire photovoltaïque de 3 MW récemment ouverte à Djanet. La Compagnie de l'Engineering de l'Électricité et du Gaz (EEG), filiale de Sonelgaz, supervisera à la fois le processus d'appel d'offres et la mise sur pied des entreprises créées spécialement et chargées du financement, de l'ingénierie, de l'équipement et de la construction, du raccordement au réseau et de la vente de l'électricité.

«Conformément aux limites fixées pour les investissements étrangers dans le pays, les entreprises créées spécialement seront détenues à 51% par des investisseurs algériens et à 49% par des acteurs internationaux», souligne

OBG qui souligne que «Sonatrach participera à hauteur de 40% dans chacun de ces projets, le contrôle des 11% restants étant assuré par Sonelgaz et d'autres compagnies algériennes publiques ou privées».

En juillet, la nouvelle ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, Fatma Zohra Zerouati, a annoncé la formation d'un comité ad-hoc pour l'appel d'offres, dont l'examen final sera publié en même temps que son nouveau plan d'action en matière de développement des énergies renouvelables.

Pour sa part, le nouveau P-DG du groupe Sonelgaz, Mohamed Arkab, installé dans ses fonctions mercredi dernier, s'est engagé à relever les défis auxquels fait face la société.

S'agissant du dossier des énergies renouvelables, il a précisé qu'il s'agit d'un programme de l'État qui suit son cours puisque Sonelgaz a déjà réalisé, à ce titre, 500 mégawatts et va continuer. Quant au projet de réalisation de 4 000 mégawatts, le dossier est en cours de préparation, a avancé M. Arkab. «Nous n'allons pas nous précipiter, car il s'agit d'un projet complexe dans lequel sera intégré d'une manière massive l'outil national», a-t-il précisé. Cependant, le responsable n'a pas

donné de date concernant le lancement de l'appel d'offres, se contentant de dire que celui-ci sera lancé incessamment. D'autre part, le projet algérien dénommé «Atlas 1», il fera l'objet d'un appel d'offres à investisseurs nationaux et internationaux avec l'obligation du soumissionnaire d'engager des investissements pour la fabrication locale d'équipements destinés à des centrales solaires.

D'une capacité globale de 4 050 mégawatts, ce projet est réparti en trois lots de 1 350 mégawatts, chacun produisant une énergie solaire de type photovoltaïque.

Cela dit, et afin de tirer profit de la hausse attendue de la demande de composants de centrales solaires, le gouvernement a confirmé en début d'année que l'exigence de fabrication de composants serait inscrite dans les conditions de l'appel d'offres. «Des acteurs locaux ont toutefois émis des doutes quant à la possibilité de satisfaire à cette exigence étant donné la taille actuelle de l'industrie photovoltaïque en Algérie et la hauteur des investissements qui seraient nécessaires au développement de capacités de fabrication suffisantes pour couvrir le projet 4 GW», indique le rapport d'OBG.

S'exprimant dans les médias locaux à la fin mars, Mourad Louadah, président de la commission des énergies renouvelables au Forum des chefs d'entreprises (FCE), a déclaré que «dans ces conditions, les projets ne seront pas bancables».

À l'heure actuelle, il n'existe que deux usines de fabrication de panneaux solaires photovoltaïques dans le pays - la première, lancée par le joint-venture franco-algérienne Aures Solaire, est située près de Batna et dispose d'une capacité de production de 30 MW de panneaux solaires tandis que la seconde, située à Bordj Bou Arréridj et d'une capacité de 50 MW, est exploitée par le groupe algérien Condor Electronics. Souhaitant répondre aux inquiétudes soulevées quant à la viabilité du développement de la fabrication de panneaux solaires, le gouvernement a annoncé à la fin mai un projet de création d'un nouveau cluster des énergies solaires à Alger, destiné à soutenir les entreprises locales. Si le chantier n'a pas encore démarré, des sources généralement bien informées du dossier indiquent toutefois que 16 petites et moyennes entreprises et centres de recherche s'étaient ral-

liés au projet.

Rappelons que la création d'un nouveau ministère consacré aux énergies renouvelables constitue la dernière initiative de développement de la production d'énergie solaire et éolienne menée par le gouvernement algérien. En mai, suite à des élections législatives, le nouveau gouvernement a créé le ministère de l'Environnement et des Énergies renouvelables (Meer) afin d'axer les efforts sur la sécurité énergétique et les énergies durables. Le nouveau ministre a pour mission d'augmenter la part des énergies propres dans le bouquet énergétique et les énergies durables. Le nouveau ministre a pour mission d'augmenter la part des énergies propres dans le bouquet énergétique et les énergies durables. Le nouveau ministre a pour mission de développer des énergies renouvelables lancé en 2011.

A. B.

Complexe sidérurgique El Hadjar de Annaba Le haut fourneau risque d'être «mis en veille»

Le complexe sidérurgique Sider El Hadjar de Annaba connaît une «nette baisse» de production et le haut fourneau risque d'être «mis en veille dans cinq jours faute d'approvisionnement en eau», a indiqué dimanche à l'APS, le directeur de l'industrie, Raouf Dormane.

«Les deux aciéries à oxygène sont actuellement approvisionnées au ralenti à partir du haut fourneau qui puise de la propre réserve d'eau du complexe, le temps de vider la fonte», a précisé le même responsable.

Le complexe qui a besoin de 1 500 m³ par heure, a vu son alimentation réduite à 400 m³/heure avant d'être suspendue afin de satisfaire les besoins en eau potable de la population de la wilaya, selon les services de l'Algérienne des eaux (ADE).

Des mesures d'urgence ont été décidées pour trouver des sources d'alimentation en eau pour le complexe sidérurgique dont le fonçage de forages dans la région de Chaïba dans la commune de Sidi Amar où se trouve le complexe, outre la possibilité de réaliser une canalisation d'approvisionnement à partir de l'oued Seybous, ont indiqué les services de la wilaya. Le complexe Sider El Hadjar emploie plus de 4 500 travailleurs et ceux dont les ateliers risquent d'être fermés (haut fourneau et les deux aciéries) seront redéployés dans d'autres unités du complexe, a-t-on encore détaillé. Le complexe produisait quotidiennement 1 800 tonnes d'acier liquide.

R. K.

Prix du pétrole

Le Brent à 52,44 en cours d'échanges européens

Les cours du pétrole baissent hier en cours d'échanges européens, les marchés de nouveau inquiétés par les risques de surproduction mondiale.

À la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 52,44 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 31 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'octobre prenait 11 cents à 47,40 dollars.

De nombreuses raffineries texanes déclarent s'approprier à reprendre leurs opérations, après avoir été affectées par le passage de la tempête Harvey.

Dans l'ensemble, le secteur pétrolier américain semble avoir évité des dégâts durables, notent les analystes.

Par ailleurs, les données d'agences financières sur la production mondiale font état d'une production libyenne plus forte qu'observé dernièrement.

L'augmentation de laquelle pourrait mettre à la mal les efforts de l'Opep si elle poursuit sa course.

L'Organisation s'est associée à d'autres pays producteurs, dont la Russie, pour limiter ses extractions pour permettre au marché de retrouver l'équilibre, alors que la surabondance de l'offre pèse sur les cours du brut. Mais certains de ses membres n'ont pas respecté leurs objectifs de production.

Cependant, la baisse de respect de l'accord en juillet était un facteur de court terme, ont tempéré les analystes. L'Arabie Saoudite augmente habituellement ses extractions durant l'été pour répondre à la demande intérieure d'électricité.

Y. L.

Aïd El Adha

La distribution de l'eau potable jugée «globalement satisfaisante»

La distribution de l'eau potable assurée par l'ADE, la Seaal, la Seor et la Seaco durant les fêtes de l'Aïd El Adha a été jugée «globalement satisfaisante» par le ministère des Ressources en eau, en dépit de la forte demande en eau enregistrée, notamment le premier jour de l'Aïd, a-t-il indiqué dans un communiqué.



Le ministre, M. Hocine Necib, avait mis en place un dispositif particulier de suivi et de sécurisation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement à travers les 48 wilayas du pays. Et ce, pour assurer, à la fois, la continuité de l'approvisionnement en eau potable de manière régulière, quantitative et qualitative à partir du mardi 29 août 2017 et le fonctionnement normal des réseaux et des installations d'assainissement.

Des volumes supplémentaires avaient été alloués à partir des barrages, malgré les faibles niveaux de remplissage de ces derniers. Les stations de dessalement de l'eau de mer, installées tout le long du littoral algérien, avaient fonctionné à leur plein régime. Tous les réservoirs de stockage avaient été remplis la veille de l'Aïd pour assurer une distribution continue le lendemain, a précisé la même source.

Une permanence avait également été mise en place à tous les niveaux de responsabilité. Et pour parer à d'éventuelles perturbations, une flotte de plus de 500 camions citernes a été mobilisée à travers

toutes les wilayas.

L'Algérienne des eaux (ADE) qui gère le service public de l'eau au niveau de 852 communes a enregistré un pic de production de l'ordre de 4 800 000 m³, soit 10% en hausse par rapport à la moyenne journalière.

D'une première évaluation de ce dispositif, il ressort que la situation de la distribution de l'eau potable assurée par l'ADE, la Seaal, la Seor et la Seaco a été «globalement satisfaisante en dépit de la forte demande en eau enregistrée notamment le premier jour de l'Aïd», selon le communiqué.

S'agissant de la consommation de l'eau, elle a été de l'ordre de 10,3 millions de m³ au niveau national le premier jour de l'Aïd, contre une consommation journalière habituelle de 9,4 millions de m³, soit une augmentation de près d'un million de m³.

Au niveau des grandes villes, Alger a noté, le premier jour de l'Aïd, un pic de 1,234 millions de m³, soit plus de 13% par rapport à la moyenne journalière. Ce soutirage très important pendant une tranche horaire réduite (de 8h à

12h) a induit une chute de pression empêchant parfois l'eau, dans certains quartiers de la capitale, d'atteindre les étages supérieurs et les habitations en bout de réseau.

La wilaya d'Oran a enregistré, le premier jour de l'Aïd, un pic de consommation de 465 000 m³, soit une hausse de 7% par rapport à la moyenne journalière. La wilaya de Constantine a enregistré, quant à elle, un pic de plus de 41 000 m³, soit 10% de plus par rapport à la moyenne journalière.

Les équipes mobilisées par les différents gestionnaires du service public de l'eau potable ont intervenus «avec célérité» pour atténuer les perturbations enregistrées et procéder à l'approvisionnement des populations en eau potable par le biais des camions citernes.

La situation dans la wilaya de Annaba a été plus délicate, a relevé le communiqué.

En effet, les volumes emmagasinés dans le barrage de Cheffia qui alimente la ville de Annaba et le complexe sidérurgique d'El Hadjar enregistrent son plus bas niveau de remplissage (21 millions

de m³ sur une capacité globale de 185 millions m³. Ce qui rend difficile l'alimentation en eau potable de la population de Annaba et la dotation du complexe El Hadjar en eau brute.

La même source ajoute qu'une attention particulière est accordée par les pouvoirs publics à la situation qui prévaut dans cette wilaya. Un programme de mise à niveau des installations a été mis en place, consistant principalement en la réalisation de nouveaux forages, la réhabilitation des champs de captage et la rénovation de la conduite principale d'adduction. Et pour atténuer ce déficit en eau, un programme de citernage de plus de 25 camions-citernes a également été mis en oeuvre.

En matière de gestion des réseaux d'assainissement, plusieurs interventions ont eu lieu, notamment à Ain Témouchent, Médéa, Maghnia, Tlemcen, Sidi Bel Abbès et Biskra, pour déboucher des collecteurs obstrués par les rejets des déchets solides, résultant de l'abattage des moutons, dans les regards d'égouts.

R. N.

Viande dégradée constatée dans certaines wilayas

Les «mauvaises conditions de conservation» à l'origine

Les cas de viande dégradée qui ont été signalés dans certaines wilayas du pays pendant l'Aïd El Adha sont isolés et résultent de mauvaises conditions de conservation, a indiqué, dimanche à l'APS, la direction des services vétérinaires du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Les cas de viande dégradée qui ont été signalés sont isolés et ne relèvent que de «mauvaises conditions de conservation», a indiqué la directrice des services vétérinaire au ministère, Mme Djamilia Hadj Amar. Hormis à Alger, où les cas ont été plus nombreux, des citoyens ont constaté

dans d'autres wilayas que certaines parties des moutons sacrifiés présentaient une coloration verte. Le rapport préliminaire des vétérinaires révèle que dans certains cas, les plaignants ont laissé leur viande traînée chez les bouchers pour la découpe de leur mouton.

Après cette signalisation, les services vétérinaires se sont immédiatement mobilisés et ont pris des échantillons de viande pour effectuer des analyses au niveau des laboratoires.

Des enquêtes sont en cours dans toutes les wilayas où des cas ont été signalés, affirme Mme Hadj Amar, soulignant que les services

vétérinaires du ministère de l'Agriculture travaillent aussi en étroite collaboration avec l'association de la protection et orientation du consommateur et son environnement (Apoce) pour collecter le maximum d'informations et déterminer ensemble les raisons exactes de ce problème. En attendant les résultats de l'enquête, les vétérinaires conseillent aux citoyens ayant constaté un changement de couleur de leur viande de ne pas la consommer et de se rapprocher des services vétérinaires les plus proches.

G. K.

Une association lance un appel aux visiteurs du parc de Gouraya

Le singe magot menacé de disparition à Béjaïa

Par Rachid Chihab

Le singe magot vivant depuis des siècles dans le parc naturel de Gouraya près de la ville de Béjaïa est menacé de disparition. Et pour cause : le changement des habitudes alimentaires de cet animal au cours des dernières années. Au lieu de chercher sa nourriture dans la nature, le singe devient progressivement dépendant des visiteurs de parc de Gouraya qui lui offrent des gâteaux secs, des chips, des biscuits et même des jus et des boissons alcoolisées. Ce changement de régime alimentaire, d'après l'Association culturelle éco-touristique Les Aiguades de Béjaïa va développer les maladies mortelles chez la population de cet animal. Pour mettre fin à cette situation, l'association demande à tous les visiteurs des lieux fréquentés par ces animaux de respecter les règles de protection de l'environnement, notamment en s'absentant à donner quoi que ce soit aux singes et autres animaux. Pour faire passer son message, l'association a posté sur sa page Facebook une photo d'un singe en train de boire une bière. Une photo réelle prise dans le parc de Gouraya. «Vous l'avez sans doute aperçu le singe magot, seul singe d'Afrique du Nord et le seul macaque hors d'Asie est l'une des plus grandes curiosités du parc Gouraya (classé réserve biosphère de l'Unesco depuis 2004)», écrit l'association sur sa page Facebook. Elle ajoute à la direction des visiteurs du parc de Gouraya : «Pas de pain ni de gaufrettes. Vous risqueriez de bouleverser son régime alimentaire». Commentant la photo en question, l'association dira : «L'inconscience humaine risque de nous chambouler tout notre écosystème par ces gestes incompréhensibles de l'homme qui trouve le moyen d'offrir de la bière à ces pauvres bêtes innocentes».

Notons que le singe magot se nourrit de feuilles de glands, de graines, de fleurs, de fruits sauvages, de racines, de chenilles... etc. Il est une espèce en voie de disparition en raison des incendies de forêts et le rétrécissement de son espace naturel de vie.

R. C.

Femmes ghardaouies

Tatouage éphémère au henné naturel, une tradition ancrée

Pratique ancestrale chez les femmes ghardaouies, le tatouage éphémère au henné naturel avec des motifs modernes, assorti de khôl (antimoine) et de souak, continue de constituer des attributs incontournables pour la beauté féminine de la région à l'occasion, notamment de la célébration des fêtes religieuses.



Pour s'embellir lors des réjouissances particulièrement les jours de l'Aïd (El Fitr ou El Adha), les femmes de Ghardaïa recourent encore aux matières cosmétiques naturelles héritées de leurs aïeux, dont le henné naturel.

Les feuilles de henné cueillies dans les régions de Biskra et El Oued sont les plus prisées et occupent une place importante dans la préparation de la pâte utilisée dans l'esthétique féminine et le tatouage éphémère avec l'introduction de dessins et motifs figuratifs souvent inspirés de l'environnement.

Symbole de joie, de réunification familiale et de baraka, le tatouage éphémère au henné naturel est effectué depuis des lustres par les femmes sous forme de pâte qu'on applique tel un colorant sur les cheveux, ou pour embellir les doigts, les ongles ainsi que les paumes de des mains, a expliqué

Hadja Saïdia du quartier de Theniet El Makhzen, au sud de la ville de Ghardaïa.

«Chaque femme s'applique dans la préparation de la pâte utilisée», relève-elle, signalant que la «recette» diffère d'une femme à une autre. Pour ce faire, les feuilles de henné sont séchées puis broyées pour en faire une poudre à laquelle sont ajoutés l'huile d'olive, du jus de citron, de la fleur d'orange, de l'huile de cade et un peu d'eau chaude pour constituer une pâte qui sera appliquée sur les paumes des mains, les cheveux et autres pieds.

En plus d'être crédité de la baraka, l'on continue à prêter au henné des vertus thérapeutiques contre les champignons et les maladies de la peau, étant même considéré comme un cicatrisant pour certaines plaies, a soutenu un herboriste de la région.

Pour cela et à l'approche des fêtes religieuses et es

cérémonies de mariage, les herboristes sont pris d'assaut par la gent féminine qui y vient s'approvisionner en feuilles de henné naturelles originaires de Biskra où El Oued, produit incontournable pour l'esthétique et la séduction.

Cérémonie spéciale pour la pose du henné

La cérémonie de pose du henné est organisée en générale en famille autour d'un thé et parfois un repas. Elle peut prendre plusieurs heures durant lesquelles les femmes excellent à dessiner sur la peau des motifs très variés.

Pour imprimer sur l'épiderme des figures aussi diversifiées, on utilise souvent une seringue sans aiguille de calibres différents et, avec une précision et une habileté étonnante, les mains expertes des femmes «artistes» dénom-

mées hennaya, tracent leurs dessins et embellissent la peau d'une clientèle féminine des plus exigeantes. Les tatouages éphémères au henné sont appréciés dans la région de Ghardaïa. Pour renforcer la teinte et la fixation du cuir chevelu, des tatouuses ajoutent à leur préparation initiale du paraphénylène, appelé aussi le henné noir, qui peut provoquer des allergies retardées avec apparition parfois d'eczémas, a cependant mis en garde un praticien, le Dr Mustapha Khenine.

Une alerte qui ne semble pas infléchir une tendance à l'utilisation du henné. Les dessins et motifs subtiles au henné ont envahi les réseaux sociaux et chaque femme dans la région de Ghardaïa tente d'imiter ces illustrations à l'image de dessins observés sur les mains et chevilles de fillettes.

R. K.

Batna

Un budget pour les espaces verts et l'hygiène

■ Un montant de 70 millions de DA a été octroyé à la commune de Batna pour l'aménagement des espaces verts et l'hygiène, a indiqué dimanche le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Abdelkarim Maroc.

Ce montant a été accordé par la wilaya pour le financement de deux opérations l'une pour l'aménagement des espaces verts (50 millions de DA) et la seconde pour l'acquisition de véhicules de ramassage des ordures (20 millions de DA), a précisé le même élu.

Les deux opérations ont été décidées par le wali de Batna, Abdelkhalek Sayouda, lors de sa visite d'inspection effectuée dans la ville au cours de mois d'août passé, a détaillé le président de l'APC qui a noté que cette subvention est la première accordée à la commune par la wilaya depuis deux ans.

Les services techniques de la commune ont procédé, au cours des dernières années, à la requalification et l'installation des aires de jeu et d'attractions pour enfants dans les espaces verts dont le jardin public 1^{er} Novembre 1954 devenu une destination pour les familles.

R. Y.

Lors des deux jours de l'Aïd à Batna

Un million de tonnes de déchets urbains enlevés

■ Une quantité 1 259 millions de tonnes de déchets découlant du rituel du sacrifice du mouton a été enlevée au cours des deux jours de l'Aïd El Adha dans le cadre d'une large opération de nettoyage de la ville de Batna, a-t-on appris dimanche auprès du chargé de communication de l'Assemblée populaire communale de Batna, Fethi Belaïd.

Cette opération de nettoyage a vu pour la journée de vendredi l'enlèvement, dans plusieurs points noirs de la ville de Batna, de 717 220 tonnes de déchets mobilisant 18 agents d'hygiène et six camions, à côté de plusieurs engins des entreprises privées, selon la même source.

Une quantité de 541 540 tonnes de déchets a été collectée au deuxième jour de l'Aïd, a-t-il poursuivi.

Avec des équipes d'hygiène mobilisées durant 24h, le centre d'enfouissement technique (CET) de la région de Lebiar dans la commune d'Oued Chaâba a, dans ce contexte, reçu 240 chargements, a ajouté la même source.

Le directeur général de ce CET, Abdelkrim Metlef, a, cette occasion fait savoir que la quantité de déchets acheminée des communes de Batna et d'Oued Chaâba vers son établissement le jour de l'Aïd El Adha, était de trois fois plus qu'en temps normal.

Le bon déroulement et la rapidité de l'opération de collecte des déchets ménagers et des résidus découlant de l'opération de sacrifice ont été grandement appréciés par la population.

R. K.

Personnes âgées à Constantine

Installation d'un bureau d'intermédiation familiale et sociale

Un bureau d'intermédiation familiale et sociale destiné à la prise en charge des personnes âgées, et les sans domicile fixe (SDF) a été créé, au titre de l'exercice 2017 à la direction de l'action sociale (DAS) de la wilaya de Constantine, a indiqué dimanche à l'APS, une responsable de ce secteur.

Cette structure est destinée à «la réinsertion familiale et sociale des personnes âgées en situation de fragilité et en grande difficulté sociale», a précisé la chargée de l'information et de la communication à la DAS, Roumayssa Hamlaoui, en marge d'une cérémonie organisée en faveur des personnes âgées du foyer de la commune de Hamma-Bouziane et des pensionnaires de Dar Errahma de la cité Djebel Ouahch à l'occasion de l'Aïd El Adha. L'installation de

ce bureau vise également à «soutenir cette couche de la société, notamment les personnes âgées souffrant de pathologies handicapantes ou lourdes et nécessitant une prise en charge dans des établissements spécialisés», a-t-elle affirmé lors de cette rencontre conviviale initiée par l'association caritative Abouab Errahmane, avec la collaboration de la DAS.

Une équipe pluridisciplinaire composée de psychologues, de médiateurs sociaux, d'assistants sociaux et d'administrateurs a été mobilisée pour le traitement des dossiers de cette frange sociale en situation de faiblesse «physique, morale et financière», dans le cadre de ce bureau, selon la même responsable. Par ailleurs, un gala musical a été organisé dans une salle des fêtes de la commune de Didouche-Mourad (nord de

Constantine) en faveur de 70 personnes de cette frange sociale dont 40 de Dar Errahma et 30 autres du foyer des personnes âgées, apportant joie et réconfort à ces pensionnaires.

«L'association caritative Abouab Errahmane oeuvre à créer des liens particuliers avec cette catégorie sociale, fragilisée qui a besoin d'une attention particulière», a indiqué, dans ce contexte, la présidente de cette association, Fatima Kouachi.

Pas moins de 87 personnes âgées dont 57 aux besoins spécifiques sont pensionnaires du foyer de Hamma-Bouziane, tandis que 56 personnes résident à Dar Errahma, selon les dernières statistiques de la direction de l'action sociale.

G. L.

Alger

Réception prochaine d'une polyclinique et d'une clinique d'accouchement

Le directeur de la santé et de la population de la wilaya d'Alger, Mohamed Miraoui, a annoncé dimanche la réception, à la fin 2017, de deux structures sanitaires, une polyclinique à Baba Hassen et une clinique obstétrique à Douéra.



Ces deux établissements qui seront réceptionnés en novembre et décembre prochains permettront d'atténuer la pression sur les établissements sanitaires de la capitale, a précisé M. Miraoui à l'APS.

Le même responsable a ajouté que dix (10) structures sanitaires ont été réceptionnées à Alger au cours de l'année 2016-2017, en vue de garantir aux citoyens des prestations sanitaires de qualité à travers les différentes circonscriptions, notamment celles ayant connues des opérations de relogement.

Le taux d'avancement des travaux du projet de la clinique obstétrique de Douéra a atteint 95%, a précisé M. Miraoui, indiquant que la structure, d'une capacité d'accueil de 150 lits, entrera en service fin 2017.

La réalisation de cliniques d'accouchement vise à «atténuer la pression sur les centres hospitalo-universitaires (CHU) d'Alger qui accueillent des femmes enceintes provenant des différentes wilayas du pays», a-t-il ajouté.

Il a rappelé que le taux d'avancement du projet de réalisation du complexe maternité et enfant à Baba Hassen d'une capacité d'accueil

de 80 lits, a atteint 64 %, et ce après la reprise des travaux il y a une année et demi.

Deux autres projets, un hôpital à Zeralda (120 lits) et un centre de cardiologie infantile à Mahelma sont en cours de réalisation, a indiqué M. Miraoui ajoutant que ces projets seront inaugurés fin 2018.

Concernant les soins à domicile, le même responsable a précisé ces derniers sont assurés par 3 établissements hospitaliers à Alger. Il s'agit des hôpitaux de Bitraria (El Biar), de Rouïba et de Zeralda.

K. H.

El Bayadh

180 millions de DA de créances à recouvrer par l'Opgi

Les créances à recouvrer par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) à El Bayadh auprès des locataires ont atteint 180 millions DA, a-t-on appris dimanche du directeur local de l'OPGI.

Djebbari Abderrahmane a indiqué que les services de l'office ont initié une vaste opération pour récupérer ces dus auprès des locataires par le rapprochement des clients en les sensibilisant sur le paiement des redevances du loyer et les informer sur les procédures

prises par l'OPGI à l'encontre des mauvais payeurs.

Ils ont proposé, dans ce sens, de grandes facilités aux locataires leur permettant de s'acquitter de leurs dettes suivant un calendrier, a fait savoir le même responsable mettant en garde contre la résiliation du contrat de location et la prise de procédures judiciaires. Dans ce cadre, il a signalé des poursuites judiciaires contre 150 locataires donnant lieu à la résiliation de leurs contrats.

Une opération de sensibilisation pour le recouvrement des créances sachant que le total des locataires est estimé à 9.500, a-t-il ajouté.

L'opération de recouvrement des créances intervient dans le cadre de la régularisation de la situation des logements location-vente et la vente par cession. L'opération se poursuit et le délai de paiement a été fixé jusqu'à fin de l'année en cours.

R. N.

Rentrée scolaire à Guelma

Réception de plusieurs nouvelles infrastructures

Plusieurs nouvelles infrastructures scolaires des trois cycles éducatifs ont été réceptionnées à Guelma au titre de rentrée scolaire 2017-2018, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des équipements publics.

Les infrastructures scolaires du cycle primaire ont été renforcées à la faveur de la réception d'un groupement scolaire de six (6) classes et d'un réfectoire dans la région de Lemtarih, commune d'Aïn Ben Beida, ainsi qu'un autre groupement scolaire de six (6) classes dans la localité d'El Barnous, commune de Hammam N'Bail, a indiqué la même source.

Le projet de réalisation de ces deux (2) groupements scolaires a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 100 millions de DA, a-t-on souligné.

Le CEM (collège d'enseignement moyen) de Ben Djarah, situé à six (6) km au Sud du chef lieu de wilaya, a été doté d'un réfectoire pour être réceptionné avant la nouvelle rentrée scolaire, a-t-on indiqué de même source, ajoutant qu'une salle de sport a également été réceptionnée au lycée Aïssa Ben Taboula au chef lieu de wilaya.

Une salle de sport au lycée Zermiche Aïssa, dans la commune de Hammam

Debagh, sera également réceptionnée au titre de la rentrée scolaire 2017-2018, a-t-on informé, soulignant que le chantier de cette structure affiche 90 % du taux d'avancement de ses travaux.

Ces infrastructures éducatives réceptionnées avant la rentrée scolaire relèvent d'un total de onze (11) projets inscrits à l'indicatif du secteur de l'éducation, a-t-on précisé, notant que ces ouvrages ont été lancés en travaux depuis deux (2) ans en vue de renforcer les infrastructures d'accueil du secteur de l'éducation de la wilaya de Guelma.

F. T.

Djelfa

Douze ambulances pour les établissements hospitaliers

Une douzaine d'ambulances ont été affectées, dernièrement, à des établissements hospitaliers de la wilaya de Djelfa, en vue de la promotion de leurs prestations sanitaires, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.

La dotation de ces hôpitaux en ambulances a été décidée par le wali de Djelfa, Hamana Guenfaf, suite à des visites d'inspection, sur place, durant lesquelles il a fait le constat d'un déficit en la matière, a-t-on ajouté de même source.

Ces ambulances (relevant des collectivités locales) ont été affectées aux établissements sanitaires des communes de Djelfa, Ain Ouessara, Hassi Bahbah, Dar Chioukh, Lekhmiss, Mliha, Deldoul, Sidi Bayzid, El Birine, Oum laàdham, Feidh El Batma, et Ain Afka.

Toujours au titre de promotion des prestations du secteur de la santé à Djelfa, la même source a signalé, la dotation programmée à moyen terme, de centre de santé des communes reculées de la région, en ambulances équipées.

H. Y.

Guelma

40 hectares de couvert végétal et forestier détruits dans des incendies

Pas moins de 40 hectares de couvert végétal et forestier ont été détruits dans trois (3) incendies distincts au cours des dernières 48 heures à Guelma, a-t-on appris dimanche auprès de la Protection civile.

Dix-huit (18) hectares d'eucalyptus et deux (2) hectares de liège ont été ravagés par les feux dans les monts de Beni Salah (commune de Mdzar Amar) dans un incendie qui s'est déclaré vendredi (premier jour de l'Aïd), a indiqué la même source.

L'opération d'extinction des feux a duré huit heures et ce en collaboration avec les services des forêts et les unités de la Protection civile de Hammam N'Bail, Lakhraza et Guelma, a-t-on souligné.

Durant la même période, un total de 30 hectares de couvert végétal, dont des arbres de liège, de buisson ainsi que 52 arbres entre oliviers et cognassiers en plus de cinq (5) ruches peuplées ont été totalement décimés dans deux (2) autres incendies qui se sont déclarés à la mecha de Beni Ahmed Bouarbid (commune de Bouhamdène), a-t-on indiqué de même source. L'intervention des services concernés a permis de protéger une vaste surface forestière ainsi que quatre (4) habitations, a-t-on ajouté.

G. L.

Rohingyas

Malala critique la Nobel birmane Aung Sang Suu Kyi de plus en plus isolée

La jeune prix Nobel de la paix Malala Yousafzai a critiqué hier son homologue Aung San Suu Kyi pour sa gestion du drame de la minorité des musulmans rohingyas en Birmanie, prenant la tête des protestations internationales.



«**C**haque fois que je regarde les informations, j'ai le cœur brisé face aux souffrances des musulmans rohingyas de Birmanie», écrit la jeune Pakistanaise sur son compte Twitter, suivi par près de 850 000 personnes.

«Ces dernières années, je n'ai cessé de condamner le traitement honteux dont ils font l'objet. J'attends toujours de ma collègue prix Nobel Aung San Suu Kyi qu'elle en fasse de même», dit la jeune femme qui s'apprête à devenir étudiante à Oxford, comme son homologue birmane quelques dizaines d'années plus tôt.

Alors que les rebelles de l'Arakan Rohingya Salvation Army (Arsa) assurent défendre les droits bafoués des Rohingyas, Aung San Suu Kyi est silencieuse, malgré un bilan d'au moins 400 morts.

Seul son service de presse distille depuis 10 jours des photos des membres des forces de l'ordre tués à l'arme blanche et commentaires acerbes contre les médias internationaux, accusés de ne pas désigner systématiquement les attaquants rohingyas comme des «terroristes».

Lundi, Aung San Suu Kyi a rencontré la chef de la diplomatie indonésienne, Retno Marsudi, envoyée pour tenter de faire pression sur la Birmanie.

Seules quelques photos ont été diffusées, sans mention des dizaines de milliers de réfugiés ou des violences imputées à l'armée.

«La violence et cette crise humanitaire doivent cesser immédiatement», avait lancé dimanche soir le président indonésien, Joko Widodo, en annonçant cette mission diplomatique.

Dimanche, quelques heures avant cette déclaration, un cocktail Molotov a été jeté sur l'am-

bassade de Birmanie à Jakarta, sans faire de blessés.

Crise régionale

Mais les dirigeants des pays musulmans de la région - au premier rang desquels l'Indonésie - sont inquiets de la colère croissante de leur population. L'Iran, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Javad Zarif, insiste : «Une action internationale est cruciale pour éviter un nettoyage ethnique».

Au Pakistan, le ministère des Affaires étrangères appelle la Birmanie à enquêter sur les accusations d'atrocités commises contre cette minorité, considérée par l'ONU comme une des plus persécutées au monde.

«Nous sommes très inquiets face au nombre croissant de morts et de musulmans rohingyas forcés à se déplacer», dit Islamabad, alors que les talibans afghans dénoncent un «génoci-

de». «La situation terrible de nos frères et soeurs rohingyas doit être améliorée pour le bien de la Birmanie et de toute la région», appelle, de son côté, le Premier ministre de Malaisie, Najib Razak.

Avant Malala et les responsables des pays musulmans de la région, plusieurs voix se sont élevées ces dernières semaines pour tenter de faire sortir Aung San Suu Kyi de sa réserve, en vain.

Une commission internationale dirigée par l'ex-secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait appelé le 24 août, veille du début des hostilités, la Birmanie à donner plus de droits à sa minorité rohingya, faute de quoi elle risque de «se radicaliser».

Fin novembre, ce sera au tour du pape François, ardent défenseur de la cause rohingya, de se rendre en Birmanie et de rencontrer Aung San Suu Kyi.

AFP

Syrie

L'armée à la périphérie de la ville de Deir Ezzor assiégée par l'EI

Les forces du régime syrien ont atteint la périphérie de la ville de Deir Ezzor (est) assiégée par le groupe Etat islamique (EI), après des semaines de progression en direction de cette enclave gouvernementale, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Les jihadistes contrôlent la majeure partie de la province de Deir Ezzor ainsi que de larges secteurs de la ville éponyme, assiégeant le secteur gouvernemental de la cité.

Les troupes gouvernementales ont atteint la base de la Brigade 137 à la périphérie de la ville et se battent pour briser le siège de ce complexe militaire tenu par le régime, a annoncé tard dimanche, l'Osdh.

«Les soldats avançant depuis l'extérieur (de la base) et ceux assiégés à l'intérieur combattent l'EI mais les jihadistes ne se sont pas encore retirés», a affirmé le directeur de l'Observatoire, Rami Abdel Rahmane.

«Si les soldats du régime l'emportent, ils auront brisé le siège de la base et celui du quartier d'Al-Joura à la périphérie de Deir Ezzor», a-t-il ajouté.

D'autres secteurs de la ville ainsi qu'un aéroport militaire resteraient toutefois toujours assiégés, a précisé la même source.

Aucune confirmation de cette avancée n'a été relayée par les médias d'Etat syriens ou des sources militaires. Les troupes gouvernementales ont par ailleurs réussi à reprendre quelques heures auparavant le gisement pétrolier d'Al-Kharata, selon l'Osdh.

Soutenues par la Russie, les troupes gouvernementales avancent en direction de l'enclave gouvernementale sur plusieurs fronts, notamment depuis les provinces de Raqa à l'Ouest et de Homs au Sud.

AFP

Cisjordanie

Décès d'un Palestinien blessé par des tirs israéliens

Un Palestinien grièvement blessé au début du mois d'août par des tirs de soldats israéliens près de Beitlahm en Cisjordanie occupée est décédé, a indiqué dimanche un responsable de l'Autorité palestinienne.

«Raed al-Salhi, 21 ans, avait été blessé de cinq balles tirées à courte distance lors de son arrestation dans le camp de réfugiés de Dheisheh», a précisé Issa Qaraque, en charge de la question des prisonniers au sein de l'Autorité palestinienne.

«Il avait été ensuite transporté dans un hôpital israélien où il est décédé», a-t-il ajouté.

En dépit de ces assassinats commis par les soldats sionistes, bon nombre de gens croient encore à une solution de paix par la négociation. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui a avait défendu hier devant les dirigeants israéliens à Al Qods occupée où il avait effectué sa première visite depuis sa prise de fonction, son «rêve» de voir un jour un Etat palestinien vivre en paix, une solution aujourd'hui mise en doute par Donald Trump.

«Je rêve d'avoir la chance de voir un jour en Terre sainte deux Etats capables de vivre ensemble, dans une reconnaissance mutuelle, mais aussi dans la paix et la sécurité», a déclaré M. Guterres qui avait dénoncé «les activités de colonisation» israéliennes en Cisjordanie occupée et à Al Qods-Est occupée.

R. N.

87 000 Rohingyas réfugiés au Bangladesh en dix jours, selon l'ONU

Un total de 87 000 personnes, la plupart des musulmans rohingyas, ont fui les violences en Birmanie pour se réfugier au Bangladesh voisin, a annoncé l'ONU lundi.

En tout, «87 000 sont arrivés depuis le 25 août», a annoncé le bureau de coordination de l'ONU au Bangladesh.

Les violences ont commencé avec l'attaque ce jour-là d'une trentaine de postes de police par les rebelles de l'Arakan Rohingya Salvation Army (Arsa), qui dit vouloir défendre les droits bafoués de la minorité musulmane rohingya.

Depuis, l'armée birmane a lancé une vaste opération dans cette région très

pauvre et reculée, poussant des dizaines de milliers de personnes sur les routes, au risque d'une crise humanitaire.

Les précédents chiffres, samedi, faisaient état de quelque 60 000 personnes, principalement des Rohingyas, à avoir fui au Bangladesh.

AFP

Gabon

Ping et d'autres opposants interdits de sortie du territoire

Le principal opposant gabonais Jean Ping et plusieurs leaders de l'opposition ont été interdits de sortir du territoire en réponse à ce que les autorités qualifient d'appels au "trouble à l'ordre public", a indiqué dimanche à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Intérieur.



"Cette mesure est consécutive aux propos séditieux de Jean Ping tenus le 18 août 2017 quand il appelait au trouble à l'ordre public, à la rébellion et à l'insurrection", a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Jean-Eric Nziengui Mangala. M. Ping, qui n'a pas reconnu sa défaite il y a un an face au président Ali Bongo Ondimba, a exhorté le 18 août les Gabonais à "se lever comme un seul homme pour marquer

solennellement (son) arrivée au pouvoir".

Il s'agit d'une "mesure administrative provisoire" concernant "les responsables des partis politiques et personnalités au sein de la Coalition pour la Nouvelle République (CNR) autour de Jean Ping", a expliqué dimanche le porte-parole du ministère de l'Intérieur.

La mesure a frappé un allié de Jean Ping, l'ex-Premier ministre Casimir Oye Mba. "Je devais voyager pour la France vendredi soir. A

l'aéroport, la police me dit que je ne peux pas partir et qu'elle ne fait qu'appliquer les ordres", a-t-il raconté, ajoutant que c'est la troisième fois qu'une telle mesure lui est appliquée.

Le 27 août, le professeur Albert Ondo Ossa, ancien candidat à la présidentielle de 2009, a lui aussi été interdit de prendre son vol pour le Cameroun.

"De manière arbitraire et illégale, ce pouvoir a désormais entrepris de séquestrer les opposants à l'intérieur du

territoire", a réagi Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi, porte-parole de Jean Ping, contacté par l'AFP.

La CNR de Jean Ping a annoncé la tenue lundi d'un "rassemblement national" dans un collège de la capitale Libreville.

Le 25 août, des marches de soutien à M. Ping avaient eu lieu dans plusieurs villes du pays, conduisant à plusieurs arrestations et à des dispersions par la police à Libreville et Port-Gentil.

AFP

Elections générales en Angola

L'opposition réclame un recomptage

Quatre partis d'opposition angolais ont exigé dimanche un recomptage des voix exprimées lors des élections générales du 23 août, jugeant "irréguliers" les résultats qui ont accordé la victoire au parti au pouvoir depuis quarante-deux ans.

Le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) a été crédité par la Commission nationale électorale (CNE) de 61,1% des suffrages et d'une majorité absolue de 150 des 220 sièges du Parlement, selon un comptage provisoire portant sur 97% des bureaux de vote publiés deux jours après le scrutin.

La CNE doit proclamer mercredi les résultats définitifs.

Dans une déclaration lue devant la presse, le chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), Isaias Samakuva, a déploré que le "processus de détermination des résultats définitifs (...)

n'ait pas été mené dans la majorité des cas, conformément à la loi".

Outre M. Samakuva, ce document a été signé par les présidents de la CASA-CE, Abel Chivukuvu, du PRS, Beneito Daniel, et du FNLA, Lucas Ngonda.

Entre autres "irrégularités", les chefs de l'opposition disent avoir constaté "la disparition d'urnes, l'apparition de nouvelles urnes, la disparition de bulletin de votes (...) et la présence illégale d'individus étrangers au processus" lors du dépouillement.

En conséquence, ils jugent le processus électoral "inconstitutionnel et illégal" et exigent un "nouveau comptage au niveau des provinces", ainsi que son contrôle par "une commission des bons offices de la société civile et des églises".

Si leurs exigences ne sont pas satisfaites, les chefs de l'opposition ont menacé de recourir aux "autres moyens de lutte

prévus par la Constitution et la loi".

Au lendemain du scrutin, le secrétaire général adjoint de l'Unita, Rafael Savimbi, avait indiqué à l'AFP que son parti était déterminé à contester les résultats devant la justice et à appeler ses partisans à manifester.

Selon les résultats provisoires, l'Unita et la Casa-CE ont respectivement réuni 26% et 9% des voix.

La victoire du MPLA doit faire de son candidat, Joao Lourenço, l'ex-ministre de la Défense, le successeur à la tête de l'Etat du président Jose Eduardo dos Santos, 75 ans, qui a décidé de prendre sa retraite après trente-huit ans d'un règne sans partage.

L'Angola se débat depuis trois ans dans une grave crise économique causée par la chute des prix du pétrole, sa principale source de revenus.

AFP

RD Congo

Retour tendu du leader de l'opposition

■ Le retour en République démocratique du Congo du leader de l'opposition Félix Tshisekedi a suscité des tensions dimanche matin dans la capitale Kinshasa où les autorités avaient interdit un meeting de cette même opposition, a-t-on appris de sources concordantes.

Le président du Rassemblement de l'opposition est arrivé à bord d'un vol régulier en milieu de journée à l'aéroport de Ndjili après un séjour en Europe, a indiqué un membre de son entourage.

Il devait rejoindre sa résidence du quartier de Limete où quatre militants de l'opposition ont été arrêtés par les forces de l'ordre qui ont également utilisé des gaz lacrymogènes, selon cette même source.

"On a récupéré trois ou quatre personnes qui n'ont pas obtempéré à l'ordre de la police. Elles seront libérées", a indiqué à l'AFP le porte-parole de la police nationale, le colonel Pierrot Mwanamputu.

Félix Tshisekedi est le fils de l'opposant historique Etienne Tshisekedi, mort à 84 ans le 1er février à Bruxelles, et qui a été l'un des principaux opposants au président Joseph Kabila.

Les autorités de Kinshasa avaient fait savoir samedi qu'elles interdisaient un meeting du Rassemblement de l'opposition programmé pour ce dimanche dans la capitale congolaise, estimant qu'il pouvait déboucher sur des violences meurtrières.

Le Rassemblement demande le départ du président Kabila dont le deuxième mandat a pris fin le 20 décembre 2016. La Constitution lui interdit de se représenter. Les autorités ont promis jeudi de publier "incessamment" un calendrier électoral "réaliste" après avoir recensé plus de 40 millions d'électeurs, soit 98,9% du corps électoral.

AFP

Congo-Brazzaville

Grève illimitée du personnel de l'université publique

■ Au Congo-Brazzaville, le personnel de l'université publique observe une grève générale illimitée depuis vendredi, 1er septembre, pour n'avoir obtenu satisfaction de ses revendications qui concernent, entre autres, le paiement de trois mois d'arriérés de salaires et la subvention allouée par l'Etat. En face, les autorités répondent que l'origine du problème se trouve dans la crise économique qui frappe tout le pays.

Le personnel enseignant et non-enseignant de l'université Marien-Ngouabi, au terme d'une assemblée générale, a décidé d'observer une grève générale illimitée.

Aussitôt après, ce personnel a fermé toutes les portes de toutes les administrations de l'université publique, à l'instar des commerces tenus par des sujets ouest-africains, le jour de la Tabaski. Didier Ngalebaye, porte-parole du collège intersyndical, évoque les raisons de la grève.

" Les problèmes posés par les personnels de l'université Marien-Ngouabi n'ont guère trouvé de solutions à ce jour, notamment le paiement intégral des salaires des mois de juin, juillet et août 2017 ainsi que le décaissement de la subvention de fonctionnement des premier, deuxième et troisième trimestres 2017. Par conséquent, le collège intersyndical demande à tous les travailleurs de l'université Marien-Ngouabi d'observer une grève générale et illimitée à compter du 1er septembre 2017, à 7h00, jusqu'à satisfaction totale des problèmes posés ", explique-t-il.

L'université est à sa énième grève. Pour les autorités, seule la crise due à la baisse des cours du pétrole explique la situation socio-économique difficile que traverse le pays, et l'université en particulier.

RFI

Washington menace Pyongyang d'une «réponse militaire massive»

Les Etats-Unis ont menacé dimanche la Corée du Nord d'une «réponse militaire massive» au cas où elle menacerait leur territoire ou celui de leurs alliés, à la suite du sixième essai nucléaire du régime de Pyongyang.

La Maison-Blanche a indiqué, dans son compte rendu d'un entretien du président Donald Trump avec le Premier ministre japonais Shinzo Abe, que les Etats-Unis n'excluaient pas d'utiliser leurs capacités nucléaires en cas de menace nord-coréenne. Le Conseil de sécurité de l'ONU, qui a déjà infligé en vain sept séries de sanctions à la Corée du Nord pour la contraindre à renoncer à ses programmes nucléaires et balistique, doit se réunir lundi en urgence.

Peu après le test de l'engin nord-coréen, qui était selon Pyongyang une bombe à hydrogène ou bombe H, le président Trump a dénoncé une action «hostile», et le secrétaire américain à la Défense, le général Jim Mattis, est monté en première ligne.

Depuis la Maison-Blanche, Jim Mattis a adressé une mise en garde solennelle au régime de Kim Jong-Un, tout en l'appelant à entendre les injonctions de la communauté internationale.

«Nous avons de nombreuses options militaires et le président voulait être informé sur chacune d'entre elles», a déclaré le secrétaire à la Défense à l'issue d'une réunion entre M. Trump et son équipe de sécurité nationale.

«Toute menace visant les Etats-Unis ou ses territoires, y compris Guam (dans le



Pacifique, ndlr), ou ses alliés, fera l'objet d'une réponse militaire massive», a averti Jim Mattis, à côté duquel se tenait le général Joe Dunford, le chef d'état-major inter-armes. M. Mattis a cependant souligné que les Etats-Unis ne recherchaient pas «l'anéantissement total» de la Corée du Nord.

«Capacités nucléaires»

Quelques heures après l'avertissement lancé par le général Mattis, la Maison-Blanche a mentionné, dans son compte rendu de l'entretien téléphonique intervenu entre MM. Trump et Abe après l'essai nord-coréen, que les Etats-Unis n'excluaient pas d'utiliser leurs forces nucléaires pour riposter à une éventuelle menace.

«Le président Trump a réaffirmé l'engagement des Etats-Unis à défendre notre patrie, nos territoires et nos alliés en utilisant la gamme complète des capacités diplomatiques, conventionnelles et nucléaires dont nous disposons», selon le communiqué.

Le régime nord-coréen a publié dimanche, avant l'essai nucléaire, des pho-

tos montrant son dirigeant Kim Jong-Un en train d'inspecter un engin présenté comme une bombe H (bombe à hydrogène ou thermonucléaire) miniaturisée pouvant être installée sur le nouveau missile balistique intercontinental dont dispose le régime.

- Option militaire risquée -

M. Trump, qui a dénoncé «des actions dangereuses pour les Etats-Unis», a laissé planer le doute sur ses intentions. A un journaliste qui lui demandait s'il envisageait une réponse militaire, le président américain a répondu: «Nous verrons».

«La Corée du Sud s'aperçoit, comme je le leur ai dit, que leur discours d'apaisement avec la Corée du Nord ne fonctionnera pas, ils ne comprennent qu'une chose!», a lancé M. Trump sur Twitter à l'intention de son homologue sud-coréen Moon Jae-In, partisan d'un dialogue avec le régime de Kim Jong-Un.

Les experts estiment que l'option militaire contre le régime de Kim Jong-Un est extrêmement risquée, car elle pourrait provoquer une réaction en chaîne et un grave conflit

régional.

En réponse à l'essai nord-coréen, la Corée du Sud a mené lundi un exercice militaire impliquant des missiles balistiques, a rapporté l'agence de presse sud-coréenne Yonhap.

L'exercice a simulé une attaque sur le polygone d'essais nord-coréen, touchant «des cibles choisies dans la mer de l'Est» ou mer du Japon, a indiqué l'agence, citant l'état-major interarmes.

Un quotidien sud-coréen, le *Donga Ilbo*, a exhorté lundi les autorités de Séoul à se doter de l'arme atomique et à ne plus dépendre des Etats-Unis pour la sécurité du pays. «Au moment où des armes nucléaires sont agitées au-dessus de nos têtes, nous ne pouvons pas toujours dépendre du parapluie nucléaire et de la dissuasion américaine», a déclaré le journal dans un éditorial.

Cinq à six fois supérieure

Principal allié de Pyongyang, la Chine a «condamné vigoureusement» la nouvelle provocation nord-coréenne. Elle a également entrepris des contrôles de radiations nucléaires à sa frontière avec la Corée du Nord. Pyongyang n'a jamais caché que ses programmes interdits avaient pour but de mettre au point des missiles balistiques intercontinentaux capables de porter le feu nucléaire sur le continent américain.

Selon des spécialistes sud-coréens, la puissance du tir de dimanche était cinq à six fois supérieure à celle du précédent essai nord-coréen, effectué en septembre 2016 et qui était de 10 kilotonnes.

Quelle que soit la puissance de la déflagration, Jeffrey Lewis, du site armscontrolwonk.com, a estimé qu'il s'agissait bien d'une arme thermonucléaire, ce qui constitue un progrès notoire dans les programmes nucléaires et balistiques nord-coréens.

Pour Koo Kab-Woo, spécialiste de la Corée du Nord à l'Université de Seoul, «la Corée du Nord continuera son programme d'armes nucléaires à moins que les Etats-Unis ne proposent des discussions».

AFP

Séoul estime à 50 kilotonnes la puissance de l'essai nucléaire nord-coréen



Le sixième essai nucléaire mené par la Corée du Nord était d'une puissance estimée à 50 kilotonnes, ont déclaré lundi des responsables du ministère sud-coréen de la Défense devant le Parlement. Cette quantité d'énergie signifierait que l'essai était cinq fois plus puissant que le cinquième test nucléaire mené par la Corée du Nord en septembre 2016, et plus de trois fois plus puissant que la bombe américaine qui a ravagé Hiroshima en 1945.

AFP

La lettre d'Obama à Trump : éloge de la démocratie

■ C'est une tradition ancienne et élégante: le président américain sortant laisse à son successeur une lettre, qu'il trouve à son arrivée dans le Bureau ovale.

Celle de Barack Obama à Donald Trump, révélée sept mois après son départ, s'articule autour d'un conseil central: au-delà de l'âpreté du combat politique et de la brutalité des luttes de pouvoir, ne jamais perdre de vue l'importance des institutions démocratiques.

Cette missive d'un peu moins de 300 mots du 44^e au 45^e président de l'histoire des Etats-Unis prend un relief particulier après plusieurs semaines chaotiques pour Donald Trump, critiqué jusque dans son propre camp pour son manque de clarté - et de hauteur - après les violences racistes de Charlottesville.

«Cher monsieur le président»: le courrier, dont CNN a obtenu une copie, commence par des félicitations à l'aube de cette «grande aventure» qu'est la présidence.

«Des millions de personnes ont placé leurs espoirs en vous, et nous tous, au-delà des partis, devons espérer plus de prospérité et de sécurité sous votre présidence».

Durant la campagne, Barack Obama avait martelé, avec une virulence qu'on ne lui connaissait pas, que le magnat de l'immobilier était à ses yeux un danger pour la démocratie: «Le sort de la république est entre vos mains», avait-il lancé aux électeurs quelques jours avant le scrutin. Mais au lendemain de l'électrochoc du 8

novembre, alors que la famille démocrate était encore groggy par la défaite surprise d'Hillary Clinton, il avait insisté sur l'importance d'une transition apaisée et constructive avec l'extravagant milliardaire populiste, qu'il avait reçu dans le Bureau ovale pour un tête-à-tête longtemps inimaginable.

Soulignant combien il s'agit d'un poste unique pour lequel il n'existe aucune «recette simple», Barack Obama livre malgré tout dans sa missive quelques conseils ciselés à son successeur.

Insistant sur l'importance du «leadership américain» dans le monde, il met l'accent sur le poids de la parole des Etats-Unis: «Il nous appartient, par nos actes et par l'exemple que nous donnons, de soutenir l'ordre international qui s'est mis en place depuis la fin de la Guerre froide, et dont notre prospérité et notre sécurité dépendent».

«Bonne chance»

Mais Barack Obama s'attarde aussi longuement sur la dimension singulière du rôle de président, au-delà des vicissitudes quotidiennes de la politique.

«Nous ne sommes que des occupants temporaires de ce poste», écrit-il. «Cela fait de nous des gardiens des institutions et des traditions démocratiques telles que l'Etat de droit, la séparation des pouvoirs, la protection des droits civiques pour lesquels les nos ancêtres se sont battus».

«Quelles que soient les tensions de la

politique au jour le jour, il nous appartient de laisser ces instruments de notre démocratie au moins aussi forts que dans l'état dans lesquels nous les avons trouvés», martèle-t-il.

Dernier conseil du 44^e au 45^e, dans un registre plus personnel: «Dans la bousculade des événements et face au poids des responsabilités, prenez du temps pour les amis et la famille. Ils vont aideront à surmonter les moments difficiles qui sont inévitables».

«Bonne chance», conclut-il, se disant prêt à aider «de quelque manière que ce soit».

Donald Trump, qui a publiquement souligné qu'il avait été touché par ce courrier, n'a jamais revu Barack Obama depuis sa prise de fonction.

Parmi toutes ces lettres de président à président, celle laissée, le 20 janvier 1993, par le républicain George H.W. Bush à son successeur démocrate Bill Clinton, a marqué les esprits, par sa dignité, sa classe.

«Votre succès est le succès de votre pays», y écrivait à la main le 41^e président des Etats-Unis. «Je vous soutiens totalement», ajoutait-il à l'attention de son adversaire qui venait de le priver d'un second mandat.

Evoquant son «sentiment d'émerveillement et de respect» au moment où il était entré dans le prestigieux Bureau ovale quatre ans plus tôt, il ajoutait «Il y aura des moments très durs. Ne laissez pas les critiques vous décourager».

AFP



Kim Jong-un est un froid calculateur

La gestion de la crise que le dirigeant nord-coréen a lui-même déclenchée est la preuve d'une parfaite maîtrise de la stratégie de la tension.

Avec ses costumes stalino-maoïste, sa coiffure improbable et ses philippiques sorties d'un temps où l'ennemi de classe était une «vipère lubrique», le jeune président nord-coréen - il n'a que 34 ans dont quelques-uns passés dans un collège suisse - fait figure de dangereux extravagant dans la politique internationale. Mais la manière dont Kim Jong-un a, après son grand-père Kim Il-sung, fondateur de la dynastie, et son père Kim Jong-il, assis son pouvoir dans le dernier pays véritablement communiste de la planète, montre qu'il est un froid calculateur. Sa gestion de la crise qu'il a lui-même déclenchée au début de cet été avec des tirs de missiles balistiques est la preuve d'une parfaite maîtrise de la stratégie de la tension. La question est de savoir s'il connaît suffisamment les codes de la dissuasion pour que la montée aux extrêmes ne débouche pas sur la guerre nucléaire.

L'essai d'une charge thermonucléaire (bombe H) du 3 septembre est le dernier pas en date d'une campagne commencée il y a deux mois. En juillet, la Corée du nord a lancé deux missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) de type Hwasong-14. Le premier pouvait frapper l'Alaska. Le deuxième, d'une portée d'environ 10.000 kilomètres, était théoriquement capable d'atteindre les côtes californiennes, voire la ville de Chicago. Fort de cette capacité supposée, Kim Jong-un a menacé de lancer un missile sur la base américaine de Guam si les États-Unis menaient des manœuvres militaires communes avec la Corée du Sud comme ils le font traditionnellement chaque année au mois d'août. Conscient sans doute qu'une telle diatribe revenait à s'en prendre directement aux États-Unis, le dictateur nord-coréen a corrigé le tir: il lancerait ses fusées «autour» de l'île de Guam. Les manœuvres américano-sud-coréennes ont eu lieu et il n'en a rien fait mais il a tenu à souligner que ses menaces n'étaient pas que des gestulations en envoyant un missile qui est passé au-dessus du Japon. Un geste pour le moins inamicale à l'égard d'un allié de Washington dans la région.

Vers le statut de puissance nucléaire

L'essai d'une bombe H, s'il est confirmé qu'il s'agit bien d'un engin

thermonucléaire, est une étape supplémentaire. Il ne change rien fondamentalement dans la situation déjà très tendue autour de la péninsule coréenne mais il constitue un pas de plus du régime communiste vers le statut de puissance nucléaire. À court terme, il est une réponse au renforcement des sanctions voté à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU et aux rododromades de Donald Trump.

Pour être vraiment opérationnelle, la bombe nord-coréenne devrait être miniaturisée afin de pouvoir être montée sur un missile balistique. Pyongyang en est-il arrivé à ce stade? Les avis des experts divergent. Cependant, il suffit que la Corée du nord réussisse à le faire croire pour que l'effet dissuasif soit atteint. Tout laisse à penser que de nouveaux essais auront lieu à brève échéance pour convaincre le monde entier que le pays est entré dans le club des puissances nucléaires.

L'objectif de Kim Jong-un n'est pas de lancer une première frappe sur des objectifs américains. Il sait que les représailles rayeraient son régime de la carte. La possession de l'arme nucléaire apparaît pour lui, comme pour ses prédécesseurs, comme une assurance-vie, une garantie que son pouvoir et son système politique ne seront pas subvertis par la force. Il a médité les précédents de Saddam Hussein et de Kadhafi. Tous les deux ont été balayés parce qu'ils avaient renoncé à l'arme nucléaire.

Avant l'apocalypse

Plus Kim Jong-un enregistre de progrès dans son programme militaire, plus il sera difficile pour la communauté internationale qui condamne la prolifération nucléaire d'empêcher le dirigeant nord-coréen d'arriver à ses fins. «Le dialogue n'est pas une réponse», a déclaré Donald Trump après avoir brandi «le feu et la furie» au-dessus de la tête du troisième des Kim. Toutes les options sont sur la table, affirment les stratèges américains - ce qui est la phrase convenue dans ces cas-là -, tout en sachant le temps d'une frappe «chirurgicale» sur les installations nucléaires nord-coréennes est sans doute passé. Le programme est trop avancé et le pouvoir de rétorsion des Nord-coréens est trop évident pour que le risque soit pris. L'artillerie classique nord-coréenne est en mesure de provoquer des dégâts considérables dans la capitale sud-coréenne Séoul, qui n'est à quelques dizaines de kilomètres de la ligne de démarcation entre les deux pays. S'il le jugeait nécessaire, Kim Jong-un dispose encore de plusieurs paliers dans la menace avant de déclencher l'apocalypse nucléaire.

Le secrétaire américain à la défense, James Mattis, est plus proche de la vérité quand il déclare: «Nous ne sommes jamais à court de

solutions diplomatiques». Echaudée par des expériences passées malheureuses, la diplomatie américaine est réticente à entrer dans une négociation directe avec Pyongyang. On parle ici de l'appareil diplomatique traditionnel qui traite ce dossier depuis des décennies, pas de la ligne erratique de Donald Trump. Le président réagit à ce qu'il voit à la télévision sans avoir réfléchi à une stratégie cohérente. Il choisit le moment où Séoul se sent en insécurité face à ses frères ennemis du nord pour remettre en cause l'accord de libre échange entre les États-Unis et la Corée du sud.

Le rôle de la Chine

Les Américains estiment que la Chine est en première ligne. Selon eux, elle n'exerce pas une pression suffisante sur le régime de Pyongyang pour l'amener à composer. Pékin a cependant voté le renforcement des sanctions et qui plus est, les a mises en œuvre, ce qui n'était pas toujours le cas auparavant. Force est de constater que ces sanctions sont insuffisantes pour impressionner les dirigeants nord-coréens. Les Chinois devraient, selon les Américains, couper l'alimentation du régime en ressources énergétiques. Mais le président Xi Jinping, comme ses prédécesseurs veut à tout prix éviter un effondrement du système. Un changement de régime à Pyongyang risquerait de produire une réunification sauvage de la Corée qui amènerait les soldats américains, présents au sud du 38ème parallèle, sur la frontière avec la Chine.

Kim Jong-un sait qu'il inquiète ses puissants voisins chinois mais il est convaincu qu'ils ne peuvent pas complètement le laisser tomber. Et quand bien même les pressions chinoises s'accroîtraient, il met en avant la doctrine du Juche - «compter sur ses propres forces» - pour montrer la détermination de son peuple. Les Nord-coréens ont supporté la famine des années 1990. Ne sont-ils pas prêts à de nouveaux sacrifices pour défendre leur président et leur indépendance?

Cette propagande du régime passe sous silence les aides officielles et officielles que la Corée du nord a reçues ces dernières décennies de la part de la Russie, de la Chine, de l'Iran, du Pakistan, etc. et qui lui ont permis d'enregistrer des progrès technologiques impressionnants. Elle a toutefois une autre fonction: elle souligne que même dans un environnement de plus en plus hostile, Kim Jong-un et sa clique réussissent des avancées qui étonnent les experts. Et que dans la montée aux extrêmes qui se profile, Kim Jong-un est, jusqu'à maintenant, le maître du jeu.

Slate

Les questions posées par l'essai nucléaire nord-coréen

■ Voici les principales questions qui se posent alors que la Corée du Nord a revendiqué dimanche l'essai «parfaitement réussi» d'une bombe à hydrogène :

Bombe H ou bombe A ?

Pyongyang a affirmé dimanche avoir testé une bombe H (à hydrogène ou thermonucléaire) «d'une puissance sans précédent» et pouvant être installée sur son nouveau missile intercontinental.

Il s'agit du sixième essai nucléaire nord-coréen et le plus puissant à ce jour. Même si des experts l'estiment probable, il n'y a pas encore eu de confirmation indépendante qu'il impliquait une bombe H, beaucoup plus puissante que la bombe atomique classique déjà testée par Pyongyang.

La bombe H, basée sur le principe de la fusion nucléaire, libère une énergie supérieure aux températures et aux pressions régnant au cœur du soleil. Les États-Unis l'ont testée le 1er novembre 1952 et l'URSS un an après.

La plus grosse à avoir jamais explosé, lors d'un essai soviétique en octobre 1961, avait une puissance de 57 mégatonnes, théoriquement près de 4.000 fois plus que la bombe larguée sur Hiroshima. Aucune bombe H n'a à ce jour été utilisée en dehors de tirs d'essai. La bombe A, elle, communément appelée «bombe atomique», utilise le principe de la fission nucléaire et a été larguée sur Hiroshima et Nagasaki en 1945. Deux filières ont été développées d'entrée, l'une à l'uranium enrichi, l'autre au plutonium.

Qu'est-ce qui change par rapport aux essais précédents ?

L'énergie dégagée lors de la secousse sismique (6,3 de magnitude) provoquée par l'essai était, selon les services météorologiques sud-coréens, cinq à six fois supérieure à celle de la secousse provoquée il y a un an par l'essai précédent. L'explosion de septembre 2016 (5e essai, lors duquel Pyongyang n'a pas déclaré qu'il s'agissait d'une bombe H) avait provoqué un séisme de 5,3 de magnitude et dégagé une énergie de 10 kilotonnes, moins que la bombe d'Hiroshima (15 kilotonnes).

Le Nord, qui a réalisé son premier essai nucléaire en 2006, avait affirmé lors de son 4e essai en janvier 2016 avoir testé avec succès la bombe H. Mais les experts en ont douté en raison de la faible puissance détectée de l'explosion (six kilotonnes).

Dimanche, la télévision publique nord-coréenne a évoqué une bombe «d'une puissance sans précédent».

Le dernier essai de Pyongyang ?

Pyongyang a affirmé que l'essai marquait «une occasion très importante, le fait d'atteindre le but final qui est de parachever la force nucléaire de l'État».

«Je pense que le Nord a atteint le stade où il n'a plus besoin de procéder à des essais. Davantage d'essais n'aurait aucun sens», a dit à l'AFP Koo Kab-Woo, professeur à l'Université des études nord-coréennes de Séoul.

Il souligne que le Pakistan, dont le programme nucléaire serait lié à celui de la Corée du Nord, a effectué six essais nucléaires au total et n'a peut-être pas trouvé nécessaire d'en faire d'autres. «Si nous prenons l'exemple du Pakistan, le Nord pourrait en être aux étapes finales», ajoute-t-il.

Pour Cha Du-Hyeogn de l'Institut Asan des études politiques de Séoul, le Nord a fait une ultime démonstration de force avec l'essai d'une bombe H et veut que les États-Unis croient ce qu'il dit.

«Tous les essais technologiques peuvent être interprétés comme un jeu de poker», dit-il. «Vous voulez que votre adversaire interprète votre coup comme vous le souhaitez».

Que va faire le Nord maintenant ?

Les analystes sont divisés pour savoir si de nouvelles provocations du Nord pourraient suivre l'essai de dimanche ou bien s'il pourrait permettre l'ouverture d'un dialogue. Pyongyang a effectué en juillet deux essais réussis d'un missile balistique intercontinental ou ICBM, le Hwasong-14, censé mettre le territoire américain à portée de ses frappes. Mais des interrogations subsistent sur la fiabilité du missile et la capacité nord-coréenne à maîtriser la technologie du retour dans l'atmosphère d'une tête nucléaire. Pyongyang, qui doit aussi prouver qu'il a réussi à miniaturiser la charge, pourrait lancer un autre ICBM ces prochains mois, estime M. Cha.

Le Nord pourrait aussi déployer son nouvel arsenal tout en cherchant une ouverture diplomatique avec Washington, pense le politologue Yoo Ho-Yeol, professeur à l'Université de Corée à Séoul. Ce déploiement interviendrait «au moment le plus propice pour maximiser son impact diplomatique», dit-il à l'AFP. Pyongyang cherchera à faire reconnaître son statut de puissance nucléaire au sein de la communauté internationale, estime Go Myong-Hyun, chercheur à l'Institut Asan des études politiques.

Comment vont réagir Séoul et Washington ?

Le président sud-coréen Moon Jae-In a réclamé «la punition la plus forte» contre Pyongyang, notamment via de nouvelles sanctions dans le cadre de l'ONU.

Le Sud discutera du déploiement des «actifs stratégiques les plus forts de l'armée américaine», selon lui, une référence potentielle à l'arsenal nucléaire tactique retiré de la péninsule par Washington en 1991.

Le président américain Donald Trump a affirmé qu'une politique d'«apaisement» envers Pyongyang «ne fonctionnera pas» et a dénoncé ses actions «très hostiles et dangereuses pour les États-Unis», qualifiant le Nord d'«État voyou».

AFP

Iran

Peine de 10 ans de prison confirmée pour trois Américains

La justice iranienne a confirmé en appel la peine de 10 ans de prison pour un Américain, deux Irano-Américains et un ressortissant libanais accusés de «collaboration» avec les Etats-Unis, a annoncé dimanche le procureur général de Téhéran.

Reproduite par l'agence Mizanonline qui dépend du ministère de la Justice, cette annonce intervient en pleine tension entre l'Iran et les Etats-Unis, qui ont durci le ton à l'égard de Téhéran depuis l'arrivée au pouvoir du président Donald Trump.

Un ressortissant américain «a été condamné à dix ans de prison pour collaboration avec des gouvernements étrangers et sa peine a été confirmée en appel», a déclaré Abbas Jafari Dolatabadi, le procureur général de Téhéran.

Il s'agit de Xiyue Wang, cité comme étant un Sino-Américain dont la condamnation à dix années de réclusion avait été annoncée le 17 juillet par la justice iranienne, qui l'accuse d'"infiltration" sans fournir aucun détail sur les faits reprochés.

Par ailleurs, «un ressortissant libanais (Nezar Zaka) a été condamné à dix ans de prison pour collaboration avec le gouvernement américain», a confirmé le procureur dimanche.

«De même, deux ressortissants iraniens (ayant aussi la nationalité américaine, n.d.r) ont été condamnés à dix ans de prison pour collaboration avec un gouvernement ennemi. Leurs peines ont été confirmées en appel», a-t-il ajouté.

Ces deux ressortissants irano-américains, l'homme d'affaires Siamak Namazi et son père Mohammad Bagher Namazi, ont

été condamnés ainsi que le Libanais Nezar Zaka et trois autres personnes en octobre 2016 à dix ans de prison pour «espionnage» au profit de Washington.

Iraniens détenus aux Etats-Unis

Les Etats-Unis ont demandé à plusieurs reprises la libération immédiate de ces hommes.

Washington veut aussi la coopération de Téhéran dans le cas de Robert Levinson, un ancien agent du FBI, porté disparu en Iran depuis 2007. Téhéran affirme ne disposer d'aucune nouvelle information sur son sort.

Après la condamnation du ressortissant sino-américain, la Maison Blanche avait prévenu que le président Trump était prêt à «infliger de nouvelles et sérieuses conséquences à l'Iran à moins que tous les citoyens Américains injustement emprisonnés ne soient libérés et rendus».

Le ministère iranien des Affaires étrangères avait répliqué en rejetant les demandes américaines et affirmé que les autorités n'avaient pas de contrôle sur le pouvoir judiciaire.

Le chef du pouvoir judiciaire avait pour sa part réagi en accusant les Etats-Unis de détenir des Iraniens dans de «sinistres prisons» et appelant à leur libération immédiate. «Vous êtes en train de détenir des personnes innocentes dans de sinistres prisons. Cela est contraire à la loi et aux normes internationales», avait déclaré



l'ayatollah Sadeq Larijani.

«Vous devez immédiatement libérer les citoyens iraniens enfermés dans les prisons américaines», avait ajouté le responsable iranien. L'Iran et les Etats-Unis n'entretiennent pas de rela-

tions diplomatiques depuis 1980 et leurs rapports se sont envenimés après l'arrivée au pouvoir du président américain Donald Trump qui a, avec le Congrès, adopté une position hostile à l'égard de Téhéran.

Le ton ne cesse de monter entre les deux pays sur le dossier nucléaire, mais aussi le programme balistique de l'Iran ainsi que la politique de Téhéran dans la région du Moyen-Orient.

AFP

UE

Test judiciaire pour les quotas d'accueil de réfugiés

La justice européenne rendra mercredi un arrêt attendu sur les quotas d'accueil de dizaines de milliers de demandeurs d'asile dans l'UE, jamais acceptés par certains pays et devenus un symbole des divisions de l'Europe face à la crise migratoire.

La Cour de justice de l'Union européenne doit trancher le litige initié par la Hongrie et la Slovaquie, qui contestent la légalité du plan lancé en septembre 2015 pour soulager la Grèce et l'Italie, débordées par l'afflux de migrants fuyant la guerre ou la misère.

Dans un avis récent, l'avocat général de la Cour a proposé de rejeter les arguments des deux pays de l'Est contre des décisions «illégalles», qui leur imposent selon eux l'accueil d'étrangers, musulmans pour la plupart, que leurs sociétés n'auraient pas la capacité d'intégrer.

Mais quelle que soit la décision de mercredi, les «relocalisations» de demandeurs d'asile, censées incarner la solidarité entre Européens face à la crise migratoire, n'atteindront jamais les résultats envisagés au départ.

Au 31 août, à quelques semaines de l'échéance du plan fixée fin septembre, moins de 28.000 personnes ont ainsi été transférées depuis la Grèce et l'Italie, sur un objectif initial allant jusqu'à 160.000 personnes à répartir.

Procédures d'infraction

Face à l'afflux sans précédent de migrants en Italie et en Grèce en 2015, les Européens avaient

pourtant convenu de déroger pendant deux ans à la règle qui donne aux pays de première entrée dans l'UE la responsabilité de traiter les demandes d'asile.

La Hongrie et la Slovaquie font partie du groupe de pays qui avaient voté contre les quotas d'accueil obligatoires (portant sur 120.000 personnes), comme la République tchèque et la Roumanie, mais qui avaient été mis en minorité par les autres pays européens.

Aux termes du plan, la Hongrie avait ainsi l'obligation de recevoir dans un premier temps quelque 1.300 personnes (plus de 2.300 à terme) et la Slovaquie environ 800 (plus de 1.400 à terme). Mais au 31 août 2017, la Hongrie du controversé Premier ministre Viktor Orbán n'en a accueilli aucune, et la Slovaquie 16. Après plusieurs rappels à l'ordre infructueux, la Commission européenne a déclenché en juin des procédures d'infraction contre Budapest, ainsi que Varsovie et Prague (Bratislava n'a pas été visée à ce stade).

Mais les quotas obligatoires ne se sont pas seulement heurtés aux cas de ces pays les plus récalcitrants. Bruxelles a ainsi plusieurs fois déploré le rythme trop lent des places libérées, y compris dans les pays qui avaient soutenu l'adoption du plan. Au 31 août 2017, seules 19.216 personnes ont ainsi été «relocalisées» au total dans l'UE depuis la Grèce, et 8.212 depuis l'Italie. Et selon la Commission, il ne restait fin juillet qu'à peu près 5.000 personnes éligibles en

Grèce et quelques milliers en Italie.

Syriens et Erythréens

Ces chiffres semblent faibles alors que quelque 1,5 million de migrants ont débarqué sur les côtes des deux pays méditerranéens depuis 2015.

Mais les quotas d'accueil ne concernent pas les migrants considérés comme économiques par l'UE. Ils sont réservés aux demandeurs d'asile quasiment assurés d'obtenir une protection, comme les Syriens et les Erythréens (mais pas les Afghans par exemple).

Face aux difficultés logistiques de démarrage du plan sur le terrain en Italie et en Grèce, la plupart des migrants avaient continué leur route vers le nord fin 2015, au plus fort de la crise migratoire, même quand ils étaient éligibles à une «relocalisation».

L'accord migratoire controversé scellé en mars 2016 avec la Turquie a ensuite fait chuter de manière drastique le nombre d'arrivées en Grèce par la mer Egée, et donc le nombre de candidats potentiels. Sur les 160.000 places initialement prévues pour des transferts depuis l'Italie et la Grèce, un tiers environ ont ainsi été rendues disponibles pour accueillir des Syriens directement depuis la Turquie.

Depuis, la Méditerranée centrale est redevenue la principale route migratoire vers l'Europe, avec des arrivants sur les côtes italiennes ne correspondant pour la plupart pas aux critères pour être «relocalisés».

AFP

Lors d'un débat télévisé

Martin Schulz est tombé dans le piège tendu par Angela Merkel

■ Elle reste en très bonne position pour remporter la chancellerie allemande. Dimanche 3 septembre dans la soirée, Angela Merkel a conforté son statut de favorite pour se succéder à elle-même à l'issue du seul débat télévisé de la campagne électorale allemande.

Lors de cet échange très calme suivi par des millions d'électeurs, Schulz a visiblement peiné à convaincre. Pourtant, l'éloigné et spontané chef de file des sociaux-démocrates était a priori mieux armé pour cet exercice que sa rivale, connue pour être plus froide et réservée. Mais la chancellerie, en place depuis 12 ans, n'a pas ménagé ses efforts et son adversaire est tombé dans ses pièges.

Un exemple: alors que Schulz avait décidé de jouer la fermeté sur la Turquie dans l'espoir de se démarquer de la chancellerie, cette dernière lui a volé la vedette sur le sujet. Face à la détérioration de la situation des droits de l'Homme dans le pays, Angela Merkel a annoncé être favorable à un arrêt des négociations sur l'adhésion du pays à l'Union européenne.

Pour le reste, les piques de Martin Schulz ont fait l'effet de coups d'épée dans l'eau. Il a ainsi tenté de déstabiliser la chancellerie, rappelant sa décision controversée d'ouvrir les portes du pays à des centaines de milliers de migrants. Mais sans grand résultat, vu que le SPD a été associé à ces décisions. Au final, c'est le social-démocrate qui s'est lui-même retrouvé en difficulté. Alors qu'on lui demandait s'il excluait une alliance avec la gauche radicale allemande dans un futur gouvernement, il a refusé de répondre.

Martin Schulz devait impérativement prendre l'ascendant devant les caméras pour espérer combler son retard important dans les sondages face à la chancellerie conservatrice. Mais c'est raté, selon les premiers sondages des chaînes de télévision publique. L'actuelle chancellerie a été jugée plus convaincante que son rival: 55% contre 35% selon l'enquête ARD et 32% contre 29% selon celle de ZDF.

Le Huff Post

Nicaragua

Le combat de quelques passionnés pour sauver le tapir

Treize tapirs se prélassent dans la broussaille d'un zoo à Ticuantepe, dans l'est du Nicaragua, après avoir dévoré des feuilles et des fruits. Tous sont nés dans le cadre d'un programme de reproduction pour tenter de sauver l'espèce.



De couleur brune, ces animaux trapus à courte trompe ont vu le jour dans un espace clos à quelques kilomètres du turbulent volcan Masaya. Ils consomment chaque jour neuf kg de feuilles, de fruits et d'aliments pour chevaux, sont pesés régulièrement et surveillés avec des caméras.

Un programme de reproduction aux petits soins, dirigé par l'expert en faune sauvage, Eduardo Sacasa. «Ici, ils sont bien alimentés», souligne-t-il. A tel point que Pamka, un mâle de trois ans qui jouit d'un grand enclos arboré, a été mis au régime «car il est très gros».

Lui et ses 12 congénères ignorent qu'au dehors le danger les guette: il ne reste plus au Nicaragua que 800 tapirs de Baird, l'une des cinq espèces au monde et le plus grand mammifère d'Amérique centrale. Le tapir de Baird est classé en

danger d'extinction par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). C'est même le quadrupède «le plus menacé» de disparition au Nicaragua, relève M. Sacasa, «en raison de la déforestation à tout-va, de l'avancée des terres agricoles, de la vente illégale et de la chasse (illégale elle aussi), car la population les mange».

Vivant dans la jungle de la côte Caraïbe, cet animal paisible et herbivore est aussi la proie de félins comme le jaguar et le puma.

Animaux sédentaires

Alors au zoo de Ticuantepe, on essaie de le reproduire. Non sans mal, car le tapir a une longue gestation - 14 mois - et ne met au monde qu'un bébé à la fois.

Trois femelles sont actuellement enceintes, dont Rosita, 12 ans, et Pueblana, neuf ans - chaque tapir a été baptisé.

Bientôt Schtroumpf, Maya, Yoltic ou encore Kiwi seront libérés progressivement dans leur milieu naturel.

Mais pour cela, il faut l'assurance qu'ils ne seront pas exterminés, prévient Eduardo Sacasa. Ainsi, un couple devait être relâché il y a trois ans mais au dernier moment l'opération avait dû être annulée, les conditions de sécurité ayant été jugées insuffisantes.

Tilba, un mâle de deux ans supposé s'adapter plus facilement en raison de son jeune âge, doit effectuer bientôt son entrée en scène: l'armée le transportera par hélicoptère jusqu'à une réserve de la côte Caraïbe, difficile d'accès par voie terrestre.

Là-bas, l'équipe du programme de conservation a repéré une femelle avec laquelle il pourrait se mettre en ménage.

Eduardo Sacasa a commencé à étudier le comportement des tapirs il y a vingt ans avec un expert de l'université américaine du Michigan, Christopher Jordan, en mettant en place un suivi des animaux grâce à des colliers satellitaires et 150 caméras placées dans la jungle.

Son ambition ? Développer encore le programme de conservation et «présenter au gouvernement les alternatives pour sauver le tapir».

3 000 en Amérique centrale

A l'échelle de l'Amérique centrale, il resterait environ 3 000 tapirs de Baird, selon les organisations de défense de l'environnement.

Un chiffre qui pourrait chuter de 80% dans les prochaines années «si des mesures de conservation ne sont pas mises en place», s'alarme l'UICN dans un rapport, alors que cette population a déjà diminué de plus de 50% au cours des

trois dernières générations».

Ces animaux à la petite trompe, qui leur sert à attraper de la nourriture, pèsent 200 à 300 kilos, vivent entre 15 et 40 ans et sont plutôt sédentaires, se déplaçant dans un rayon de seulement neuf kilomètres.

S'attaquer à leur lieu de vie les met directement en danger. Or plus de 70% des zones forestières d'Amérique centrale ont disparu en 40 ans, victimes de la déforestation ou d'altérations, selon l'UICN.

Et le tapir a aussi été «constamment chassé», prisé, notamment pour son cuir, mais aussi pour sa chair.

Toujours moins de forêts

Au Nicaragua, les tapirs qui vivaient dans les régions de la côte Pacifique ont déjà disparu, explique à l'AFP le géographe Jaime Incer, conseiller du gouvernement sur les thèmes environnementaux.

Le phénomène risque de s'accroître encore car le pays perd chaque année 50 000 à 60 000 ha de forêts, dit-il.

Le tapir est l'un des 28 mammifères menacés par la dégradation de l'écosystème nicaraguayen, comme le fourmilier, le jaguar, le puma, le singe hurleur ou le sapajou capucin, selon Eduardo Sacasa.

Le projet pharaonique de canal du Nicaragua, qui traversera le pays de part en part pour faire concurrence au canal de Panama, ne va pas arranger la situation, s'inquiètent les écologistes.

Ce chantier long de 278 km affectera 17 espèces en danger, dont le tapir, admet le rapport d'impact environnemental du groupe chinois HKND, son promoteur.

AFP

Russie-Etats-Unis

Moscou accuse Washington d'hostilité dans l'affaire des consulats

■ Le ministère russe des Affaires étrangères a déclaré dimanche que la décision des Etats-Unis de fermer le consulat russe de San Francisco et des antennes diplomatiques à Washington et New York constituait «un acte flagrant d'hostilité». «Nous appelons les autorités américaines à changer d'état d'esprit et à restituer immédiatement les installations diplomatiques», déclare le ministère russe sur son site.

Des diplomates russes ont dû quitter samedi des bâtiments diplomatiques, dont le consulat de San Francisco, sur ordre des autorités américaines qui affirmaient agir en représailles à la réduction du personnel diplomatique américain présent en Russie sur ordre de Moscou.

«Nous traitons ces développements comme un acte flagrant d'hostilité, une violation grave par Washington de la législation internationale», peut-on lire sur le site du ministère russe.

Dmitri Peskov, le porte-parole du président russe Vladimir Poutine, a déclaré pour sa part que cette initiative américaine allait contribuer à détériorer davantage les relations entre la Russie et les Etats-Unis.

Les services de renseignements américains soupçonnent le Kremlin d'avoir voulu intervenir dans la présidentielle américaine l'an dernier, des accusations que conteste la Russie.

Reuters

Venezuela

Le chef du Parlement en Europe pour des entretiens

Julio Borges, président du Parlement vénézuélien et opposant au président Nicolas Maduro, se trouve en Europe pour des rencontres avec quatre chefs d'Etat et de gouvernement, ont annoncé ses services dimanche.

Un communiqué de presse publié à Caracas déclare que M. Borges va rencontrer successivement le président français et les chefs des gouvernements espagnol, allemand et britannique pour discuter de la crise au Venezuela.

«La première réunion qu'aura M. Borges aura été hier avec le président français, Emmanuel Macron. Aujourd'hui, il se rendra à Madrid pour rencontrer le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy», indique le communiqué.

Demain, M. Borges sera reçu à Berlin par la chancelière Angela Merkel, et «finalement, il ira à Londres où il aura un important entretien privé avec la Première ministre, Theresa May», toujours selon le document.

Solution pacifique

Le texte ne précise pas quand M. Borges a quitté le Venezuela pour se rendre en Europe et dans quel pays il se trouve actuel-

lement.

Julio Borges, qui préside la seule institution vénézuélienne contrôlée par l'opposition, a l'intention d'exposer aux dirigeants européens qu'il doit rencontrer «la nécessité d'ouvrir l'aide humanitaire au Venezuela et l'urgence de parvenir à une solution pacifique à la crise sociale et institutionnelle» que connaît le pays, indique le communiqué.

Le Venezuela vit une grave crise économique, politique et institutionnelle. Le président socialiste Nicolas Maduro, très impopulaire selon les sondages, vient d'être confronté pendant quatre mois à des manifestations en faveur de sa démission au cours desquelles au moins 125 personnes ont été tuées.

M. Borges avait déjà annoncé samedi sur son compte Twitter qu'il allait rencontrer «dans les prochains jours» en Europe MM. Macron et Rajoy et Mmes Merkel et May, mais sans donner plus de détails.

Peu après, la militante Lilian Tintori, épouse de l'opposant historique Leopoldo Lopez, avait annoncé que les autorités de Caracas lui avaient confisqué son passeport pour l'empêcher de quitter le Venezuela et d'accompagner M. Borges en Europe.

«Il m'est interdit de quitter le pays. La dictature tente d'empêcher que nous fassions une importante tournée internationale», avait déclaré Mme Tintori sur Twitter.

Paris, Madrid et Londres avaient alors protesté contre l'interdiction de sortie du territoire infligée à Mme Tintori.

La crise politique vénézuélienne s'est encore approfondie avec l'élection, voulue par M. Maduro, d'une Assemblée constituante contrôlée par le pouvoir, dotée de pouvoirs presque illimités et qui s'est notamment arrogé les prérogatives du Parlement.

Les pays européens qui figurent dans la tournée de M. Borges ont critiqué la mise en place de l'Assemblée constituante vénézuélienne, comme l'ont fait une dizaine de pays d'Amérique latine, les Etats-Unis et l'Union européenne.

M. Macron a dernièrement qualifié de «dictature» le pouvoir du président Maduro.

Ingérence irrespectueuse

Samedi, le soutien apporté à l'opposant Lilian Tintori par MM. Macron et Rajoy, qui ont protesté contre le fait qu'elle était empêchée de voyager, avait suscité une virulente réplique de Caracas.

Le ministre vénézuélien des Affaires étrangères Jorge Arreaza avait accusé M. Macron d'appliquer «le scénario de l'extrême droite européenne contre le Venezuela» et avait condamné une «ingérence» de M. Rajoy.

Dimanche, c'est le Chili et la Grande-Bretagne qui ont subi la réprobation de Caracas.

Le ministre chilien des Affaires étrangères, Hernando Muñoz, avait mis en cause la mesure frappant Mme Tintori. «La situation au Venezuela va de mal en pis», avait-il estimé.

«Nous rejetons une nouvelle ingérence irrespectueuse du ministre chilien dans les affaires du Venezuela», a déclaré M. Arreaza.

Il s'en est aussi pris à la Grande-Bretagne, qui avait elle aussi regretté samedi la mesure contre Mme Tintori et avait appelé toutes les parties au Venezuela à négocier pour «mettre le pays sur la voie du respect des droits de l'homme».

«Nous sommes préoccupés par le fait que le gouvernement britannique interfère ouvertement dans les affaires intérieures du Venezuela», a répliqué M. Arreaza.

AFP

«L'amour est-ce je ne sais quoi, qui vient de je ne sais où, et qui finit je ne sais comment.»
Madeleine de Scudéry



«En amour, les arguments raisonnables sont inutiles.»
Christian Jacq

Zinedine Zidane fait une belle déclaration à sa femme

«Je lui dois tout»

A l'occasion d'un documentaire consacré à la carrière de Zinedine Zidane, le célèbre joueur de football a accepté de se confier sur sa vie de famille et sa relation avec sa femme Véronique. Confidences d'un homme toujours aussi amoureux.

C'est sans aucun doute la femme de sa vie. Zinedine Zidane partage depuis ses 17 ans une véritable idylle avec Véronique. Mariés en 1994, les tourtereaux filent le parfait amour malgré la distance et la carrière internationale du meneur de jeu. A l'occasion d'un documentaire diffusé dimanche 3 août pour les 40 ans de *Téléfoot*, un extrait de Zinedine Zidane évoquant sa relation avec Véronique a été dévoilé. Au micro de Vincent Hardy, le footballeur partageait ainsi avec émotion sa fierté d'être toujours auprès de sa compagne des années après leur première rencontre. «Sachant qu'elle est toujours mon épouse aujourd'hui, c'est beau», affirmait-il. «On a fait notre vie ensemble, nos chemins sont complémentaires, et c'est ça qui est magnifique. Quand vous formez une famille, quand vous construisez ça, vous essayez de le faire pour la vie et quand ça marche, c'est beau. Je lui dois tout».

Plus qu'un époux comblé, l'entraîneur du Real Madrid est aussi un papa heureux. Ensemble, le couple a eu quatre enfants : Enzo, Lucas, Théo et Elyaz. Et le football semble être un moteur pour la famille. Les aînés de la fratrie embrassent désormais une carrière professionnelle. A 22 ans, Enzo évolue au poste de milieu de terrain au Deportivo Alavés alors que son frère Lucas est gardien de but au Real Madrid. Bien que discret sur leur vie privée, le couple partage, de temps en temps, les secrets de leur longévité. Et Véronique avait déjà évoqué sa rencontre avec le joueur de football dans une interview télévisée en 1998 : «Entre nous ça a été le coup de foudre, je savais que c'était l'homme de ma vie et le père de mes enfants».



BEAUTÉ

Les sept bons gestes beauté de la rentrée

On a (un peu, beaucoup ?) lâché du lest sur sa routine beauté pendant les vacances. La parenthèse a assez duré pour nos cheveux et notre peau qui réclament de l'attention. On les soigne tout de suite en reprenant de bonnes habitudes. Révision des gestes élémentaires.

On nettoie sa peau

Classique mais non moins essentiel, le nettoyage de peau s'impose matin et soir avec un lait démaquillant (peaux sèches) ou une eau micellaire (peaux sensibles, grasses). On chasse ainsi les impuretés de la nuit, on rafraîchit, on illumine son visage avant de passer à l'étape hydratation.

On devient adepte du sauna facial

Une fois par semaine ou toutes les deux semaines, on se fait un sauna facial. Un bain de vapeur maison qui va ouvrir les pores et les nettoyer en profondeur tout en stimulant la circulation sanguine. Suivez le mode d'emploi de ce rituel detox.

On hydrate



Deuxième étape après le nettoyage, le soin du jour adapté à sa peau (normale, sèche ou sensible). On n'hésite pas à recourir à un soin plus riche pour reconforter sa peau en manque d'hydratation après l'exposition au soleil. Le soir on chouchoute sa peau avec une crème de nuit anti-âge plus nutritive qui facilite la régénération des cellules cutanées et pénètre les couches profondes de l'épiderme.

On s'automasse son visage

Un massage manuel quelques minutes chaque jour réveille la microcirculation et

redonne l'éclat à votre peau de pêche. Pulpe des doigts posés sur les joues, on effectue des rotations en remontant de l'intérieur vers l'extérieur vers les tempes.

On fait durer son hâle

Notre mission est triple : apaiser, réparer sa peau de croco et sublimer son teint hâlé. On apaise d'abord avec des soins aux actifs naturels (aloe vera anti inflammatoire, millepertuis ou camomille qui calment les coups de soleil) puis on répare avec des soins nourrissants tels que des beurres ou huiles végétales riches en acides gras essentiels

relipidants et en vitamine E antioxydante. Enfin on prolonge le bronzage avec des huiles pour le corps à base de pigments naturels, les fameux caroténoïdes (rose musquée, buriti, carotte, abricot etc.). On peut également forcer la dose de caroténoïdes en intégrant plus de fruits et légumes dans son alimentation (carottes, brocolis, tomates, persil, épinards...). L'astuce bonus : un gommage doux après le retour des vacances puis tous les 10 jours pour renouveler les cellules mortes et faire peau neuve.

On adoucit avec un masque

Liftant, réparateur, rééquilibrant, les masques visage font partie de ces soins chouchous qui font du bien toute l'année. On en choisit un tout fait à partir d'actifs végétaux ou on se laisse tenter par cette recette maison spéciale peaux sèches : on écrase un avocat mûr avec une cuillère à soupe d'huile d'olive. On étale sur la peau en évitant le contour des yeux. On laisse poser 15 minutes avant de rincer délicatement à l'eau tiède.

On donne un coup de fouet à nos cheveux

Cassants, raplaplas, secs comme du foin, nos cheveux ont bien besoin d'une remise en forme. On les revitalise en associant shampooing doux + après-shampooing + masque réparateur.

Une cure de compléments alimentaires (type levure de bière, pollen ou gelée royale) est également bienvenue pour les aider à reprendre du poil de la bête.



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.78.14.16** -

Fax : **021.78.14.17** - Service Publicité : **021.78.14.17** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

Eliminatoires du Mondial 2018/Algérie-Zambie ce soir

Les Verts n'abandonnent pas



La sélection nationale de football retrouve ce soir au stade Chadid Hamlaoui de Constantine, son adversaire de samedi dernier, la Zambie pour le compte de la quatrième journée des éliminatoires du Mondial 2018 de Russie, avec l'espoir de retrouver la confiance après la déroute du match aller disputé à Lusaka. Battu sur le score de (3/1) dans ce match

joué en terre zambienne, l'EN a hypothéqué ses chances de qualification et peut dire adieu au Mondial russe, mais n'empêche qu'elle doit se refaire une santé pour rendre le sourire au peuple algérien déçu du naufrage de Lusaka et qui croyait fermement aux chances des Verts de réaliser un miracle et revenir avec les trois points de ce déplacement en Zambie. Conscients de ce qui les

attend, les poulains d'Alcaraz feront tout ce qui est en leur possible pour se reprendre et l'emporter pour une question de nif, surtout qu'ils ne peuvent pas rendre les armes maintenant, alors que tout le monde attend une réaction après le choc du match aller et cette défaite amère concédée en terre zambienne. Les joueurs sont en tout cas décidés à se refaire une santé pour ne pas sombrer encore plus, eux qui savent qu'ils sont attendus au tournant et qu'une autre défaite ou contre-performance emmènera la FAF à changer complètement d'orientation et sans doute à ne faire plus confiance à certains joueurs qui se prennent la tête et n'apportent aucun plus à la sélection nationale. Pour ce match, il faut savoir que le coach Alcaraz devrait apporter quelques changements à l'équipe, surtout qu'il sait que le public n'a pas apprécié la composante avec laquelle il est entré lors du dernier match face aux Chipolopolo. L'incorporation de Mandi ou Medjani à la place du jeune Hassani, transparent lors du dernier match, et plus probable sachant que ce dernier jouait son premier match au haut niveau et qu'il ne pouvait pas donc apporter ce dont on avait besoin de lui. Il semblerait aussi que le milieu offensif du FC Naples, Adam Ounas qui honore sa première convocation officielle sera de la partie, lui qui était absent lors du match aller en raison d'une blessure, de même que Ryad Mahrez qui avait préféré s'occuper de son transfert raté au final.

Imad M.

Championnats du monde 2017 de Judo «par équipes» L'Algérie éliminée au premier tour

La sélection algérienne (messieurs/dames) de judo a été éliminée dimanche des Championnats du monde actuellement en cours en Hongrie, après sa défaite contre l'Ukraine, au premier tour des épreuves «par équipes». «Les Verts» ont été versés dans la poule «A», en compagnie du Japon, la Mongolie, l'Allemagne et l'Ukraine. Même si le tirage au sort a été relativement clément, en leur évitant d'aborder la compétition contre une grosse cylindrée, comme la redoutable sélection nipponne, qui avait outrageusement dominé les épreuves individuelles, le succès n'a pas été au bout, puisque là encore, les judokas algériens ont dû quitter la compétition dès le premier tour. Une nouvelle déroute pour la sélection algérienne, après celle des épreuves individuelles, où la quasi totalité des judokas algériens avaient quitté la compétition dès les premiers tours. Meriem Moussa (-52 kg), Ratiba Tariket (-57 kg) et Djeddi Oussama (-73 kg) étaient les premiers à passer à la trappe. La déroute s'est poursuivie avec Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Kaouther Ouallal (-78 kg) et Souad Bellakehal (-70 kg), puis avec Nadjib Temmar (+100 kg), Lyès Bouyacoub (-100 kg) et Sonia Asselah (+78 kg), au moment où le dixième et dernier international algérien engagé dans ce tournoi, Houd Zourdan (-66 kg), avait déclaré forfait dès la première journée, sans avoir livré le moindre combat. Avant leur départ à Budapest, les judokas algériens étaient unanimes à évoquer «le manque de préparation pour un événement de cette envergure», notamment Abderrahmane Benamadi, qui avait affirmé à l'APS qu'il se considérait à seulement «50%» de son réel potentiel. Ce qui a fini par se confirmer pendant le tournoi, aussi bien dans la formule «individuelle» que dans les épreuves «par équipes». Un total de 731 judokas (440 messieurs et 291 dames), représentant 126 pays, ont participé à ces Mondiaux-2017, organisés du 28 août au 3 septembre à Budapest.



Galatasaray

Feghouli rejoue et marque en amical

Le milieu international algérien Sofiane Feghouli a signé samedi sa première apparition sous les couleurs de sa nouvelle formation de Galatasaray (Div.1 turque de football) en match amical face à Eyupsport (4-2), contribuant par l'occasion au succès des siens en marquant un but. Le joueur algérien âgé de 27 ans, transféré cet été en provenance de West Ham (Angleterre) pour un contrat de cinq ans, a inscrit le deuxième but pour son équipe, en gagnant son face à face avec le portier adverse. Au terme de la 3e journée de la «Super Lig» turque, Galatasaray caracole en tête avec 9 points devant son voisin du Besiktas et Akhisar Belediye Genclik qui comptent chacun 7 pts. Le 4e du dernier championnat de Turquie a cassé sa tirelire cet été pour engager des recrues de poids, notamment l'attaquant français Bafétimbi Gomis et l'international marocain

Younès Belhanda. Feghouli a connu une première saison difficile avec West Ham à cause notamment de ses blessures à répétition. Cette situation a poussé de nombreuses personnes dans l'entourage du club londonien à prédire la libération du joueur algérien à l'occasion du mercato estival. Il avait pris part à 23 matchs avec West Ham la saison écoulée, inscrivant 3 buts. Écarté de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 disputée au Gabon, Feghouli a effectué son retour chez les Verts en juin à l'occasion du match amical face à la Guinée (2-1) et devant le Togo (1-0) dans le cadre de la 1re journée (Gr. D) des qualifications de la CAN-2019. Blessé, il n'a pas été retenu pour la double confrontation face à la Zambie les 2 et 5 septembre, comptant respectivement pour les 3e et 4e journées des qualifications du Mondial 2018.

MC Oran

Les Hamraoua cherchent sponsors désespérément

La direction du MC Oran s'active depuis quelques temps pour s'offrir de nouveaux sponsors après le retrait de pratiquement tous les opérateurs économiques qui l'assistaient à l'issue de l'exercice précédent. Cette situation complique davantage les finances déjà mal en point depuis plusieurs années, a-t-on appris dimanche du club de Ligue 1 algérienne de football. Les fans oranais ont du d'ailleurs remarquer que seul le logo d'une société turque était floqué sur les maillots de leurs joueurs lors de la première journée du championnat le 26 août dernier, après que le divorce avec les autres sponsors du club ait été consommé. Cette situation financière était somme toute attendue par la direction du club phare de la capitale de l'Ouest algérien, précise la même source, soulignant que le président Ahmed Belhadj dit «Baba» avait même

pris ses devants au cours de l'intersaison en réduisant sensiblement la masse salariale des joueurs. Désormais, cette masse salariale est estimée à près de 30 millions de dinars, même si le premier responsable du club a du faire face à une farouche résistance de la part de ses cadres retenus en vue de la nouvelle saison afin de les convaincre à revoir à la baisse leurs salaires, informe-t-on de même source. La direction oranaise a décidé d'adopter une nouvelle approche en matière de sponsoring. En dépit du besoin pressant de doter le club par de nouveaux sponsors, des conditions ont été émises par la direction que tout opérateur désirant rejoindre le MCO doit remplir, explique un dirigeant de la formation d'El Hamri. Par ailleurs, les fêtes de l'Aïd El-Adha ont été mises à profit par des groupes de supporters du Mouloudia pour

crever l'abcès et signer une réconciliation tant réclamée et vivement souhaitée dans les fiefs des «hamraoua». Des conflits ayant souvent caractérisés les rapports entre ces groupes de fans se traduisant parfois par des échauffourées dans les tribunes du stade Ahmed-Zabana, lors chacune des sorties à domicile des Rouge et Blanc. Cette réconciliation menée sous la houlette de la cellule des supporters, récemment installée par la direction du MCO, vise à resserrer les rangs à même de permettre à l'équipe d'évoluer dans un climat serein devant l'aider à réaliser ses objectifs cette saison, après un départ en fanfare en championnat marqué par une large victoire face à l'USM Blida (3-0) au stade Ahmed-Zabana, lors du match comptant pour la journée inaugurale de l'exercice-2017-2018.

Championnat arabe des clubs Participation de trois judokas de Saida au Liban

Trois judokas (filles et garçons) de Saida devront participer, mercredi prochain, au championnat arabe des clubs au Liban, a-t-on appris dimanche du président de la ligue de wilaya du judo, Abdelkader Medkour. Ce championnat, qui aura lieu à Beyrouth jusqu'au 13 septembre courant, verra la participation des champions d'Algérie Megherbi Tahar du MB Saida, Badri Khawla et Mahfoudh Amina du Club Chabab de Saida. Ces sportifs, qui prendront part pour la première fois à ce championnat arabe, visent à réaliser de bons résultats après des préparatifs sous la houlette d'entraîneurs chevronnés. Cette participation arabe permet à ces jeunes judokas d'acquiescer des aptitudes pour développer leur talent.

Tennis /Tournoi Hammamet «Open» Houria Boukholda débutera contre une Belge

La joueuse de tennis algérienne Houria Boukholda sera opposée à la Belge Helena Verbeeck dans un match décisif pour intégrer le tableau final d'un tournoi international «Open», prévu du 4 au 10 septembre à Hammamet (Tunisie) suivant les résultats du tirage au sort dévoilé dimanche par les organisateurs. La phase qualificative comporte généralement deux à trois tours, mais puisque le nombre des candidates est relativement réduit pour ce tournoi, les organisateurs se sont contentés d'un seul tour, car amplement suffisant pour désigner les huit joueuses qui compléteront le tableau final.



Algier
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Grande-Bretagne

William et Kate attendent leur troisième enfant

Kate Middleton n'a jamais caché son désir de fonder une famille nombreuse : le Prince William et son épouse ont annoncé hier qu'ils allaient devenir parents pour la troisième fois en près de cinq ans. Les supputations se sont révélées justes. Alors qu'on lui remettait en cadeau un accessoire pour nouveau-né lors d'un voyage officiel en Pologne, Kate avait blagué avec son mari sur la nécessité pour eux de «faire d'autres bébés», alimentant les rumeurs de troisième grossesse.

L'information a été confirmée hier par le palais de Kensington, résidence londonienne du couple, déjà parents de George (4 ans) et Charlotte (2 ans).

«Le duc et la duchesse de Cambridge sont très heureux d'annoncer que la duchesse de Cambridge attend son troisième enfant», a-t-il annoncé dans un communiqué, sans préciser la date prévue de l'accouchement.

La reine Elizabeth II, grand-mère de William, et les membres des deux familles sont «ravis de cette nouvelle», a-t-il ajouté.

Fille ou garçon, le futur bébé prendra la cinquième place dans l'ordre de succession au trône britannique, derrière le prince héritier Charles, son fils William et les jeunes George et Charlotte. Sa naissance relèguera le prince Harry, frère de William, à la sixième place.

Comme pour ses deux grossesses précédentes, la princesse de 35 ans souffre d'hyperémèse gravidique, qui désigne dans le vocabulaire médical une forme sévère de vomissements et nausées.

Son état de santé, qui nécessite des soins au palais de Kensington, l'a contrainte à annuler une visite programmée hier dans un centre familial à Londres où elle devait s'entretenir au sujet de santé mentale périnatale, a indiqué le palais de Kensington.

Ces maux avaient nécessité l'hospitalisation de la duchesse de Cambridge lors de sa première grossesse en 2012 et l'annulation de sa première visite officielle en solo à Malte, en 2014, lorsqu'elle était enceinte de Charlotte.

Cette annonce intervient alors que George fera jeudi son entrée en maternelle à l'école St Thomas's Battersea, à Londres.

Ses parents viennent de s'installer dans la capitale britannique pour permettre à William, 35 ans, de se consacrer pleinement à son rôle de prince et secondier davantage sa grand-mère, qui a fait part de sa volonté de lever le pied sur certains engagements.

Le couple princier résidait jusqu'ici dans sa demeure d'Anmer Hall, dans le Norfolk (est de l'Angleterre), un cadeau d'Elizabeth II.

William a ainsi définitivement posé son hélicoptère en juillet, après deux années passées à voler au secours de victimes de crises cardiaques et d'accidents pour le compte de l'organisme caritatif East Anglian Air Ambulance (EAAA), situé à Cambridge.

Début août, le mari de la reine, le prince Philip, 96 ans avait pris sa retraite en honorant un dernier engagement officiel en solo au palais de Buckingham.

La nouvelle de cette troisième grossesse a été saisie au bond par les bookmakers britanniques, qui ont déjà ouvert les paris sur le prénom du futur bébé.

Alice a la cote si c'est une fille, Arthur si c'est un garçon, a indiqué le groupe de paris Paddy Power dans un communiqué.

AFP

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

4 MILLIONS DE PEaux DE MOUTONS FINISSent À LA POUbELLE



Permanence de l'Aïd El Adha

Un taux de couverture de 99,83 % selon le ministère



Le programme des permanences visant à assurer un service minimum aux citoyens pour durant l'Aïd El Adha a atteint un taux de couverture de 99,83%, a indiqué un communiqué du ministère du Commerce.

Les services du ministère du Commerce avaient élaboré un programme de permanences à l'occasion de la célébration de la fête de l'Aïd El Adha, à l'effet d'assurer un service minimum aux citoyens pour s'approvisionner en produits alimentaires et services de large consommation.

2 093 agents de contrôle

avaient été affectés à travers l'ensemble du territoire national pour le suivi de la mise en oeuvre du programme des permanences auxquels 34 576 commerçants ont été réquisitionnés, dont 4 985 activant dans la boulangerie, 20 463 dans l'alimentation générale, fruits et légumes, 8 436 dans des activités diverses et 392 unités de production (143 laiteries, 211 minoteries et 38 unités d'eaux minérales).

Une contribution massive des commerçants dans l'exécution de ce programme a été enregistrée «avec satisfaction» par le ministère.

Ainsi, un taux de couverture de 99,83% a été atteint, précise la même source, «ce qui a permis d'enregistrer une grande disponibilité des produits, notamment de large consommation».

Le communiqué a également rappelé que seuls les commerçants activant principalement dans le secteur de l'alimentation générale, des fruits et légumes et de la boulangerie ont été concernés par la permanence. En outre, le nombre réquisitionné ne dépassait pas le tiers des commerçants en activité, conformément aux règles d'usage applicables au service minimum.

Le ministère a tenu, à cette occasion, à remercier les commerçants qui ont assuré la permanence pour «leur engagement et adhésion afin d'assurer à la population son approvisionnement en produits de base».

Par ailleurs, des sanctions (amendes allant de 30 000 DA à 200 000 DA et une fermeture administrative) seront prises à l'encontre des 131 commerçants n'ayant pas respecté leur obligation conformément à la législation en vigueur, selon la même source.

T. K.

Accidents de la route

Cinq morts durant les dernières 24 heures

Cinq personnes sont mortes et 27 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant les dernières 24 h à travers le territoire national, indique hier un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Sidi Bel Abbès avec deux personnes décédées suite à une colli-

sion entre deux véhicules légers survenue sur la RN13 (commune de Boukhnefis), précise la même source.

Par ailleurs, les services de la Protection civile ont enregistré, durant la même période, trois cas de décès par noyade en mer dans les wilayas de Jijel (2 cas) et Mostaganem (1 cas).

R. Y.

Adrar, Naâma et El Oued

33 immigrants clandestins appréhendés

Trente-trois immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Adrar, Naâma et El Oued par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) et des éléments de la Gendarmerie nationale, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Par

ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a saisi à In Guezzam (6^{ème} RM), une motocyclette, 22 groupes électrogènes, 10 marteaux-piqueurs et un détecteur de métaux», ajoute la même source. A Oran et Tlemcen/2^{ème} RM, des éléments de la

Gendarmerie nationale et des gardes-frontières «ont intercepté un narcotrafiquant et 256 kg de kif traité, tandis qu'un contrebandier a été arrêté à bord d'un camion chargé de 2 633 unités de différentes boissons à Mostaganem», conclut le communiqué.

R. N.

ACTU...

Tigzirt

Arrestation du présumé assassin d'un imam

Les services de police relevant de la Sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou ont interpellé le présumé assassin de l'imam de la mosquée Cheikh Tahar à Tigzirt (Tizi Ouzou) qui a succombé à ses blessures, dimanche à l'aube, après avoir été agressé à l'arme blanche, indique un communiqué des mêmes services. Les services de police sont parvenus, en un temps record, à arrêter le présumé assassin, précise le communiqué qui indique qu'une altercation avait eu lieu entre la victime et le présumé meurtrier qui fréquente la même mosquée. L'enquête se poursuit en coordination avec le parquet territorialement compétent.

G. K.

Mostaganem

Un corps repêché dans une plage interdite de baignade

L'équipe des plongeurs relevant de la Protection civile de Mostaganem a repêché le corps d'une personne noyée dans une plage interdite de baignade à l'embouchure de l'Oued Chelliff dans la commune de Benabdelmalek Ramdane (est de Mostaganem), a-t-on appris du chargé d'information de ce dispositif.

Un agent de la Protection civile, Mohammedi Mansour, a indiqué que les plongeurs ont lancé une opération de recherche du noyé porté disparu samedi soir sur la même plage, pour pouvoir le repêcher dimanche. Le corps du malheureux a été transféré vers la morgue de l'établissement hospitalier Che Guevara du chef-lieu de wilaya, a-t-il fait savoir, ajoutant que la victime âgée de 16 ans, originaire de la commune de Ammi Moussa dans la wilaya de Relizane.

Les services de la Protection civile de Mostaganem ont enregistré, depuis le lancement de la saison estivale, 17 cas de noyade dont 13 dans des zones interdites à la baignade et un cas hors des heures de surveillance.

L. T.

Mascara

Une personne fauchée mortellement par un train

Une personne a été fauchée mortellement par un train dimanche à Mohammadia (Mascara), a-t-on appris du chargé d'information auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya.

Le lieutenant M'henni Tahar a indiqué que cet accident a eu lieu à 7 h du matin lorsque la victime, âgée de 34 ans, traversait la voie ferroviaire fut fauchée mortellement par le train de transport des voyageurs Oran-Alger.

Atteinte de graves lésions à la tête, la victime a succombé à ses blessures et les agents de la Protection civile ont transféré son corps à la morgue de l'établissement hospitalier Dahaoui Dahou de Mohammadia. Les services de la Sûreté ont ouvert une enquête sur les circonstances exactes de cet accident.

H. L.